

PRÉSIDENTE

Tebboune préside une réunion du Haut Conseil de Sécurité

P. 24

ALGÉRIE-TUNISIE

M. Djerad s'entretient au téléphone avec le chef du gouvernement tunisien

P. 24

COMMUNICATION-MÉDIAS

Belhimer: "les résultats des réformes globales se manifesteront en temps voulu"

P. 24

POLITIQUE DES SUBVENTIONS DE L'ÉTAT

Benabderrahmane : «une révision au plus tard le deuxième semestre de 2021»

La révision de la politique des subventions de l'Etat en vue de cibler les catégories sociales qui en ont le plus besoin interviendra au plus tard le deuxième semestre de 2021, a annoncé le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane. Invité du Forum de la Chaîne 1 de la Radio algérienne, le ministre a rappelé que "la protection du pouvoir d'achat et le maintien du caractère social de l'Etat sont consacrées par la Constitution", précisant que le secteur "a défini les critères ouvrant droit à ce soutien". M. Benabderrahmane a fait savoir, dans ce contexte, que l'enveloppe destinée au soutien au titre du budget 2021 avait été portée à 17 milliards de dollars, soit 1.960 milliards de dinars, conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. "Il n'est pas normal que les catégories aisées acquièrent les produits subventionnés au même prix que les citoyens à faible revenu", a-t-il estimé relevant "une injustice" dans la répartition de ce soutien. "Nous œuvrons pour que le soutien de l'Etat profite aux citoyens qui en ont le plus besoin", a-t-il dit.

P. 3
DKnews/APS



EDUCATION NATIONALE

Lancement d'une plateforme numérique pour la formation des enseignants

P. 3

IMPORTATIONS

Les besoins du marché national estimés à 28 milliards USD (ministre)

P. 4

PLAN DE RELANCE ÉCONOMIQUE

Trois études prospectives pour mieux "anticiper l'avenir" (Rapport)

P. 6

SANTÉ

PUNAISES DE LIT

Que faire ? comment s'en débarrasser ?

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE DES CHAMPIONS (2^e TOUR PRÉLIMINAIRE - RETOUR)

Le MCA en péril à Sfax, simple formalité pour le CRB

P. 21



LITTÉRATURE

Une Conférence nationale sur l'œuvre de Benhadouga du 9 au 11 janvier à la BN

P. 2

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Le martyr du devoir le caporal Mohamed Rabah Rachedi inhumé à Hanancha (Souk Ahras)

P. 4

EDUCATION

Plateforme de paiement électronique des frais d'inscriptions aux examens nationaux



Le ministère de l'Éducation nationale a informé, mardi dans un communiqué, les parents d'élèves et les candidats libres concernés par les examens nationaux session 2021, qu'ils sont en mesure de régler les frais d'inscription de ces examens via la plateforme électronique conçue à cet effet.

Le ministère a fait savoir que le paiement des frais d'inscription à ces examens s'effectue grâce à la carte "Eddahabia" via la plateforme de paiement électronique conçue à cet effet et ce à travers le lien: <https://epay.education.gov.dz>.

Ce service est raccordé à la plateforme numérique d'Algérie Poste, a souligné la même source, ajoutant que l'accès à cette plateforme s'effectue grâce à un nom d'utilisateur et un mot de passe écrits sur le formulaire d'inscription délivré par les directeurs des établissements de l'éducation pour les élèves scolarisés et accessible sur les deux sites d'inscription à ces examens en ce qui concerne les candidats libres.

Pour rappel, les inscriptions aux examens nationaux ont débuté le 3 janvier et se poursuivront jusqu'au 28 janvier en cours.

ALGÉRIE - VATICAN

Kurian Mathew Vayalunkal nommé nonce apostolique en Algérie

Kurian Mathew Vayalunkal a été nommé nonce apostolique (ambassadeur du Vatican) en Algérie par le pape François, indique lundi un communiqué de l'archevêque d'Alger monseigneur Paul Desfarges Né le 4 août 1966 à Vadavathoor en Inde, Kurian Mathew Vayalunkal est ordonné prêtre pour l'Archéparchie syro-malabare de Kottayam en 1991 et suit en parallèle une formation en droit canonique qui le conduira jusqu'au doctorat.

En 1998, le prélat indien entre au service diplomatique du Saint-Siège, travaillant successivement dans les représentations diplomatiques du Saint-Siège en Guinée, en Corée, à la République Dominicaine, au Bangladesh, en Hongrie et en Egypte.

En 2016, il est nommé nonce apostolique en Papouasie Nouvelle Guinée et dans les Îles Salomon.

ORAN

Agression sur une conduite principale de distribution du gaz naturel

La conduite principale de distribution du gaz naturel de la cité "des amandiers", située à l'ouest de la ville d'Oran, a fait l'objet mardi avant l'aube, d'une agression causant la coupure d'alimentation en cette source vitale pour environ 2.000 abonnés, a-t-on appris du directeur de distribution de l'électricité et du gaz du centre d'Oran, Ahmed Tebbache.

L'agression a eu lieu mardi aux environs de 2h15, à cause des travaux de forage au niveau du réseau de fibres optiques, effectués par la société de téléphonie mobile "Djezzy". Suite à cet incident, une équipe technique de la société Sonelgaz s'est empressée de suspendre sept (7) canalisations sur le réseau de distribution de la zone "pour éviter tout danger probable" et de lancer les travaux de réparation.

La conduite principale du réseau de distribution du gaz naturel a été réparée ce matin permettant ainsi la reprise de l'approvisionnement, a-t-on rassuré.

BEJAIA

Reprise progressive des activités des trains de voyageurs



Le transport des voyageurs par train, suspendu depuis neuf mois pour cause de la Covid-19, a repris son activité ce lundi, avec l'entrée en service en début de matinée d'un train rapide de type "Coradia", joignant Bejaia à Alger et une desserte de routine, reliant Beni Mansour à Bejaia, selon la cheffe de gare de Bejaia, B.

Rachedi Les deux trains vont effectuer une navette en aller-retour, inaugurant ainsi, un retour progressif de l'activité ferroviaire voyageur, habituellement de quatre navettes régionale et deux d'ordre nationale, notamment une double liaison avec Alger en train rapide.

A son départ vers la gare "Agha" d'Alger, le Coradia a compté une cinquantaine de voyageurs à son abord, qui y ont pris place dans un cadre sanitaire très stricte, marqué par l'obligation du port du masque de protection, le respect de la distanciation sociale (un voyageur par siège) et l'offre abondante du gel, a précisé la même source.

Visiblement la reprise de cette ligne a ravi plus d'un, d'abord à cause des commodités qu'elle offre mais à cause de la lassitude ressentie par ses habitués, fatiguée de recourir aux taxis clandestins, qui en ont profité pour appliquer des tarifs insupportables.

ELECTRICITÉ Perturbation de l'alimentation en électricité jeudi à Ouled Fayet

Une perturbation de l'alimentation en électricité est prévue jeudi 7 janvier 2021 dans un quartier à Ouled Fayet, selon un communiqué publié lundi par la Direction de Distribution de Bologhine (CDB) relevant de la Concession de Distribution d'Alger (CDA).

Cette perturbation sera causée par des travaux d'entretien des postes électriques et s'étalera, de 9h00 du matin à 16h00 du même jour, dans la Cité 432 logements LPP à Semrouni dans la commune de Ouled Fayet, en partie, précise la même source.

La CDA et la CBD mettent à la disposition de leur clientèle le numéro 3303 pour plus d'information, tout en s'excusant pour les désagréments que pourrait occasionner cette coupure de l'alimentation électrique, conclut le communiqué.

SÉTIF

Le blogueur Walid Kechida condamné à 3 ans de prison ferme

Le tribunal de Sétif a condamné lundi le blogueur Walid Kechida à trois ans de prison ferme suite à ses publications sur le réseau social Facebook pour "dénigrement du dogme et préceptes de l'islam".

La peine a été décidée en vertu de l'article 144 bis 2 du code pénal qui punit d'emprisonnement de 3 à 5 ans quiconque offense le prophète ou dénigre le dogme ou les préceptes de l'islam.

L'accusé a été également condamné à payer une amende de 100.000 DA pour les accusations d'"offense au président de la République par voie d'un média électronique" et "offense à corps constitué".

Le blogueur Walid Kechida a été présenté le 27 avril 2020 devant le procureur de la République près le tribunal de Sétif par les services de sécurité et son dossier a été transféré devant le juge instructeur en vertu d'une requête d'enquête sur les accusations dont il fait l'objet.

Ces accusations sont "dénigrement de la religion", "offense au président de la République par la voie d'un média électronique" et "offense à un corps constitué".

LITTÉRATURE

Une Conférence nationale sur l'œuvre de Benhadouga du 9 au 11 janvier à la BN



Le ministère de la Culture et des Arts organise du 9 au 11 janvier à la Bibliothèque nationale (BN) d'El Hamma (Alger) une Conférence nationale sur l'œuvre de Abdelhamid Benhadouga, intitulée "Le roman algérien... de la création à la consécration".

Plusieurs intervenants et chercheurs spécialisés dans l'œuvre de Benhadouga devront prendre part aux travaux de cette Conférence nationale, a indiqué un communiqué du ministère de la Culture et des Arts.

Né à Mansoura, dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, Abdelhamid Benhadouga (1925-1996), romancier, dramaturge, traducteur et nouvelliste est l'auteur de "Rih El Djanoub" (Vent du Sud), premier grand roman algérien écrit en langue arabe en 1971 et adapté au grand écran par Mohamed Slim Riad en 1975.

Abdelhamid Benhadouga est l'un des romanciers algériens les plus célèbres possédant à son actif plusieurs ouvrages, notamment le célèbre "Vent du Sud", traduit dans une vingtaine de langues en plus d'autres romans tels que "Ban Essobh" et "Djazia et les Derviches".

BISKRA

Saisie de plus de 15.000 comprimés de produits pharmaceutiques (Douanes)



Une quantité de plus de 15.000 comprimés de produits pharmaceutiques de fabrication étrangère a été saisie par la brigade mobile des douanes algériennes de la wilaya de Biskra, apprend-on lundi du chef de l'inspection principale de ce corps constitué.

L'opération de saisie, effectuée par cette brigade dans le cadre de la lutte contre la contrebande sur la Route nationale 46 (RN 46) reliant les wilayas de Biskra et M'sila, a permis la saisie d'une quantité de 15.500 comprimés de produits pharmaceutiques de fabrication étrangère, a indiqué à l'APS Abderrahmane Sedira.

Les substances pharmaceutiques saisies, dont la valeur a été estimée à 166 millions dinars, étaient dissimulées dans les roues de secours d'un camion semi-remorque, a-t-il précisé.

En sus de la saisie de cette quantité de produits de contrebande et du camion utilisé à cet effet, un suspect impliqué dans cette affaire a été arrêté et présenté devant les instances judiciaires concernées, a ajouté M. Sedira.

FINANCES

Révision de la politique des subventions au plus tard le deuxième semestre de 2021 (Benabderrahmane)

La révision de la politique des subventions de l'Etat en vue de cibler les catégories sociales qui en ont le plus besoin interviendra au plus tard le deuxième semestre de 2021, a annoncé le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane.

Invité du Forum de la Chaîne I de la Radio algérienne, le ministre a rappelé que "la protection du pouvoir d'achat et le maintien du caractère social de l'Etat sont consacrées par la Constitution", précisant que le secteur "a défini les critères ouvrant droit à ce soutien".

M. Benabderrahmane a fait savoir, dans ce contexte, que l'enveloppe destinée au soutien au titre du budget 2021 avait été portée à 17 milliards de dollars, soit 1.960 milliards de dinars, conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. "Il n'est pas normal que les catégories aisées acquièrent les produits subventionnés au même prix que les citoyens à faible revenu", a-t-il estimé relevant "une injustice" dans la répartition de ce soutien. "Nous œuvrons pour que le soutien de l'Etat profite aux citoyens qui en ont le plus besoin", a-t-il dit.

Par ailleurs, le ministre des Finances a annoncé le versement, jeudi prochain, des budgets affectés à l'ensemble des institutions publiques et administrations étatiques, expliquant que la concrétisation, dès la première semaine de janvier, de cette opération qui tardait, par le passé, jusqu'au mois d'avril est l'un des résultats des réformes engagées dans le secteur", a expliqué le ministre.

Quant à la réforme du système bancaire, le ministre a mis en avant "les efforts déployés pour la mise en oeuvre de profonds changements sur la gestion et l'encadrement des banques afin de leur donner un nouvel élan". A ce propos, M. Benabderrahmane a fait état du lancement, demain (mardi)



d'une évaluation globale de six banques publiques, suite à quoi les résultats et l'ensemble des dysfonctionnements seront annoncés en toute transparence, ajoutant que c'est le Trésor qui subit les faillites sous-jacentes de l'octroi de crédits.

Assurant que son département se penche sur l'assainissement du portefeuille crédits, M. Benabderrahmane a précisé que cette opération est actuellement en cours au niveau de la Direction générale du Trésor (DGT) avec une reconsidération des procédures réglementaires. S'agissant des entreprises en difficulté, le ministre a évoqué des facilitations nombre usées en vue de leur sauvetage.

"Le Gouvernement a arrêté des mesures

incitatives et des facilitations en plus de garanties de sécurité financière, lesquelles ont coûté très cher au Trésor", a-t-il souligné dans le cadre des dispositions visant atténuer l'impact de la pandémie du Coronavirus sur les entreprises depuis mars dernier.

"C'était là, de la part du Président de la République, une démarche +de père+ au profit des ménages, et de -dirigeant+ en faveur des entreprises et de l'économie nationale", a relevé le ministre précisant qu'elle a coûté des centaines de millions de dollars, en dépit de la situation de crise. Il a souligné, dans ce sens, que nombreuses sont les pays, aux économies des plus développées, à avoir mis en place des mesures d'accompagnement au profit de leurs citoyens" mais pas

gratuitement", citant des crédits avec des garanties du Gouvernement ou des services payants.

Le ministre a appelé les investisseurs à aller vers des marchés étrangers en mettant à profit toutes les facilitations douanières et fiscales pour la promotion de l'investissement producteur avec l'accompagnement des banques, notant un recul de la participation du capital national dans l'investissement local.

Concernant les mesures visant à augmenter la valeur du dinar, le ministre a souligné que la monnaie reflète la force économique, d'où l'importance de faire sortir l'économie nationale de la rente pétrolière et de s'orienter vers la production et le développement de la productivité, annonçant une série de mesures pour l'évaluation et la réévaluation des monnaies par rapport au dinar algérien. L'économie nationale, a-t-il déclaré "n'est pas faible mais plutôt pas structurée de manière à permettre l'intensification de la production et le développement de la productivité pour atteindre l'autosuffisance, et c'est ce qui détermine la valeur de la monnaie," ajoutant "l'amélioration de la valeur du dinar passe par le renforcement des exportations", a-t-il poursuivi.

Pour ce qui est des marchés informels de la devise forte, M. Benabderrahmane a souligné que le secteur veille à absorber les transactions informelles, à travers la création d'un marché de change interbancaire. Concernant l'acquisition du vaccin anti-Covid 19, le ministre a assuré qu'une enveloppe financière a été allouée à l'opération.

EDUCATION NATIONALE

Lancement d'une plateforme numérique pour la formation des enseignants du secteur

Le ministre de l'Education nationale, Mohamed Ouadjaout a supervisé lundi à Alger le lancement officiel d'une plateforme numérique de formation qui fournira, dans un premier temps, la possibilité d'un apprentissage, en présentiel et à distance, à l'effet de développer les compétences des ressources humaines.

Supervisant le lancement de la saison de formation 2020/2021, M. Ouadjaout a affirmé que le ministre de l'Education nationale s'appuierait sur les mécanismes de la double formation (en présentiel et à distance) à travers le réseau numérique national de formation, lequel fait l'objet des essais et permettra de "développer les compétences des ressources humaines, quels que soient leurs missions et leurs rangs" et "de leur ouvrir des horizons de l'innovation, au service de "la qualité" de l'école nationale.

Dans un premier temps, ajoute le ministre, quelque 4929 enseignants formés bénéficieront des prestations de cette plateforme dans le cadre d'une formation spécialisée et complémentaire avant la promotion, en attendant d'être généralisées aux nouveaux enseignants dans le cadre de la formation pédagogique préalable. Il a également indiqué que les défis imposés par les mesures exceptionnelles de la lutte contre la propagation du Coronavirus nécessitent de s'y adapter, à travers "l'accélération d'exploitation des mécanismes numériques alternatifs à même de garantir la continuité de la formation, tout en poursuivant la modernisation selon un système moderne capable de suivre

le rythme des développements à tous les niveaux".

Par ailleurs, le nombre des enseignants concernés par une formation spécialisée au cours de cette nouvelle saison de formation a atteint 10.773, dont 4.929 concernés par une formation spécialisée et une formation complémentaire préalable à la promotion, a poursuivi le ministre.

A ce titre, M. Ouadjaout a affirmé que son ministère "avait obtenu une autorisation exceptionnelle" auprès des services de la Fonction publique et de la réforme administrative, à l'effet d'ouvrir des annexes de formation au niveau de wilaya, en vue de parachever l'année de formation écoulée qui s'était arrêtée fin mars 2020.

En cause, l'application des exigences des dispositifs de prévention contre la propagation de l'épidémie du Coronavirus, d'autant

que cette période exceptionnelle s'est prolongée du 25 août au 15 octobre 2020. Pendant cette rentrée de formation, ajoute la même source, une autorisation pour l'exploitation des listes de réserve des enseignants admis au concours de recrutement au titre de l'exercice 2017-2018, a été obtenue.

De même qu'il a été procédé à l'exploitation des listes de réserve des examens professionnels organisés au titre de l'exercice 2019. Cette mesure vise, selon le ministre, à "assurer l'encadrement administratif et pédagogique des établissements de l'enseignement et à garantir une scolarisation ordinaire au profit des élèves, lors de l'année scolaire 2020-2021".

Le ministre a saisi l'occasion du coup d'envoi de la nouvelle année de formation, pour réaffirmer l'intérêt que porte son secteur au capital humain "étant une res-



source essentielle, à même de garantir la promotion de performance de l'école algérienne au niveau des normes en vigueur aux double plan régional et international.

A l'occasion, M. Ouadjaout a appelé les enseignants à "adhérer" à la démarche de numérisation, étant "garante de la transparence

et de l'efficacité", d'autant plus, qu'elle est une méthode qui est, à présent, appliquée mondialement en matière de gestion numérique et en temps réel. Pour ce faire, il importe, estime le ministre, d'assurer les compétences adéquates et d'améliorer la performance de cette opération de modernisation.

AFFAIRES RELIGIEUSES

M. Belmehdi donne le coup d'envoi de l'année d'enseignement coranique à partir de Kouba (Alger)

Le ministre des Affaires religieuses et des wakfs, Youcef Belmehdi a donné, lundi à partir de la mosquée Al Ansar de Kouba (Alger), le coup d'envoi de l'année d'enseignement coranique dans le respect du protocole sanitaire pour prémunir les apprenants contre la pandémie (Covid-19). Dans son allocution à l'occasion, M. Belmehdi a salué "l'attention particulière accordée par l'Etat à l'enseignement du Coran, à travers la garantie de toutes les structures nécessaires à cet effet", citant "plus de 20.000 classes réservées à la lecture du Coran encadrées par 20.500 enseignants et encadreurs". L'ins-

pecteur général au ministère des Affaires religieuses et des wakfs, Bezzaz Lakhmisi a souligné que "le retour des élèves aux écoles coraniques et aux zaouias se fera cette année de façon graduelle, en raison de la crise sanitaire ayant motivé l'organisation de vastes campagnes de désinfection et de nettoyage des classes, en sus des mesures prévues dans le cadre du protocole sanitaire". Dans le cadre de l'application du protocole sanitaire, 50% seulement des capacités des écoles coraniques et des zaouias seront exploitées, avec l'adoption du système à double vacation pour remplir le critère de distanciation

physique", a-t-il précisé. Le Gouvernement avait décidé le weekend dernier l'ouverture des écoles coraniques dans le strict respect des mesures et protocoles sanitaires de prévention et de protection contre la propagation du nouveau Coronavirus (Covid-19), adoptés pour les établissements scolaires, sous le contrôle et la supervision des directeurs de wilaya des affaires religieuses et des wakfs et ce, en étroite coordination avec les services de la Protection civile et des APC et le concours des comités de quartiers et du mouvement associatif local.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Le martyr du devoir le caporal Mohamed Rabah Rachedi inhumé à Hanancha (Souk Ahras)

Le martyr du devoir le caporal Mohamed Rabah Rachedi a été inhumé lundi dans le cimetière de sa ville natale Hanancha, wilaya de Souk Ahras, dans le recueillement.

La dépouille du défunt, tombé hier dimanche au champ d'honneur à l'âge de 27 ans, a été conduite à sa dernière demeure au cimetière Belmahfoud de Hanancha en présence du wali de Souk Ahras, Lounès Bouzegza, du commandant du secteur militaire, du commandement du groupement territorial de la gendarmerie nationale, du chef de la sûreté de wilaya, du secrétaire général de wilaya de l'organisation nationale des moudjahidines (ONM), de cadres du corps de sécurité et d'une foule nombreuse de proches, amis et voisins du martyr. Dans l'oraison funèbre prononcée à l'occasion, le chef du centre territorial d'information et d'orientation de l'Armée nationale populaire à Souk Ahras, le lieutenant-colonel, Adel Foughali, représentant de la direction régionale de l'information et de l'orientation de la 5ème région



militaire, a indiqué que l'Armée nationale populaire rend hommage dans le recueillement et avec tout le respect qui se doit et la révérence à l'un de ses loyaux enfants, une personne vertueuse qui fut un modèle dans son travail. "Nous présentons, aujourd'hui, nos condoléances à nous-mêmes ainsi qu'à la famille et proches du héros martyr Mohamed Rabah Rachedi

et nous prions Allah de l'accueillir parmi les martyrs".

Le caporal Rachedi Mohamed Rabah est tombé au champ d'honneur lors d'une opération de recherche et de ratissage près de la commune de Messelmoune (Tipaza) ayant permis d'abattre deux autres dangereux terroristes et de récupérer deux pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov et des munitions. Ainsi, le

bilan de cette opération s'élève à six (6) terroristes abattus en plus de la récupération de six armes à feu. Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a adressé hier dimanche, un message de condoléances aux membres et éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) et à la famille du martyr du devoir national, le caporal Rachedi Mohamed Rabah, tombé au champ d'honneur alors qu'il combattait les résidus du terrorisme dans la zone de Messelmoune à Tipaza. Le général de Corps d'Armée Saïd Chengriha, chef d'état major de l'Armée nationale populaire, a adressé ses condoléances à la famille et proches du martyr du devoir, ainsi qu'aux éléments de l'ANP priant Dieu de lui accorder sa miséricorde et de l'accueillir en son vaste paradis.

MÉDIATION DE LA RÉPUBLIQUE

Les délégués locaux doivent être "impartiaux" (Karim Younès)

Le Médiateur de la République, Karim Younès, a mis l'accent lundi à Aïn Defla, sur l'importance de l'impartialité dont doivent faire preuve les délégués locaux de la Médiation de la République, invitant ces derniers à être à l'écoute du citoyen de manière permanente.

"Il est absolument nécessaire pour les délégués locaux représentant l'instance de la Médiation de la République d'être impartiaux et d'écouter en permanence les doléances afin de s'acquitter de leur mission avec les plus grandes chances de réussite", a soutenu M. Younès qui intervenait lors d'une rencontre avec des représentants de la société civile dans le cadre de sa visite dans la wilaya. Observant que la médiation réussie est celle consolidant la transparence, le sens de la proximité ainsi que les droits de l'Homme, il a noté que tout comportement impartial de la part du délégué est à même d'exacerber les tensions et d'"envenimer" une situation donnée. "Le délégué local de la Médiation n'est ni un wali, ni un juge, ni un avocat, ni même la voix du peuple dont les représentants sont, comme tout un chacun le sait, les élus dans lesquels il a placé sa confiance pour plaider sa cause", a-t-il déclaré.

Faisant remarquer que l'action du

délégué local de la Médiation de la République, commence, généralement, lorsque ce dernier s'aperçoit qu'une administration donnée a failli à sa mission, il a relevé la nécessité de ne pas perdre de vue le recours à des solutions à l'amiable pour mettre fin aux mésententes.

Observant que la médiation a existé "depuis la nuit des temps", il a noté que celle-ci a évolué avec le temps, devenant une institution autonome fonctionnant selon les principes modernes de gestion. "Depuis la nuit des temps, il s'est toujours trouvé une personne connue pour sa sagesse et sa clairvoyance pour régler les divergences entre des tierces personnes mais avec le temps, cette instance de conciliation a évolué, disposant de ressources humaines et de budget afin d'accomplir son travail avec le maximum de chances de réussite", a-t-il noté. Pour lui, l'une des principales qualités que doit avoir un délégué est assurément celle inhérente à son sens de l'écoute, soutenant que bien des situations à première vue inextricables ont eu un dénouement heureux à la faveur d'une bonne écoute du citoyen.

"Ce n'est guère une sinécure, je vous le concède, mais ne pas écouter le citoyen c'est l'encourager à barrer la route et à

s'adonner à toute sorte d'incivilités", a-t-il estimé, observant que tout problème a une solution à condition qu'il soit posé avec l'ensemble des données y afférentes. Le Médiateur de la République a, par ailleurs, fustigé tous les délégués locaux de son instance s'adonnant à la politique à la faveur de leur activité, relevant que cet état de fait est à même de nuire à leur crédibilité aux yeux de l'opinion publique.

"Il faut laisser la politique aux partis et aux associations et ne se concentrer que sur son travail", a-t-il martelé. Auparavant, M. Younès a procédé à la mise en service de la délégation locale de la Médiation de la République, exhortant le personnel à se surpasser pour accomplir sa mission au service du citoyen et dans l'intérêt du pays.

Au niveau de la villa d'hôte du siège de la wilaya, il a présidé une cérémonie symbolique de remise des clés aux bénéficiaires de 122 logements sociaux à Aïn Defla dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire (RHP).

A l'entame de sa visite, M. Younès a donné, aux abords du complexe sportif Abdelkader Hamdoud, le coup d'envoi d'une caravane humanitaire au profit des habitants des zones d'ombre de la wilaya.

IMPORTATIONS

La valeur "réelle" des besoins du marché national est de 28 milliards USD (ministre)

Le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, a chiffré, lundi à Alger, "la valeur réelle" des besoins du marché national en importations à 28 milliards (mds) USD, contre 64 mds USD les années auparavant (2014), en raison de la surfacturation.

Invité du Forum de la Chaîne I de la Radio nationale, le ministre a indiqué que le secteur poursuit la lutte contre le phénomène de surfacturation en vue de réduire la valeur des importations, laquelle a été amenée à 8 mds USD en 2020, sans que cela ait impacté la disponibilité des produits sur le marché national.

Pour le ministre, cet indicateur a un lien direct avec "la maîtrise de la surfacturation" qui représentait, les années précédentes, entre 30% et 35% de la valeur de la facture des importations. Concernant la Loi organique relative aux lois de Finances, M. Benabderrahmane, a fait état de la présentation de tous les textes d'application relatifs à la Loi organique n°18-15 relative aux lois de Finances, consistant essentiellement en la réforme budgétaire et des finances publiques.

L'objectif étant la maîtrise des dépenses, des programmes d'investissement public et des modalités de dépense des recettes budgétaires, a-t-il précisé annonçant l'échec des réformes dans le secteur des Finances en 2023. Soulignant que la rationalisation et la maîtrise des dépenses de l'Etat ne sont pas synonymes d'une "austérité absolue", M. Benabderrahmane a indiqué que les dépenses sont évaluées économiquement suivant leurs coûts réels, et c'est ainsi, qu'aucun hausse d'impôt ou de charge n'est venue peser sur le citoyen, au titre de la Loi de finances 2021.

L'inspection générale des finances contrôle la gestion comptable et matérielle de FOIC

Evoquant la lutte contre l'évasion fiscale, le ministre a rappelé les instructions du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour le contrôle des mécanismes de gestion de nombre d'établissements publics dont

L'Office algérien interprofessionnel des Céréales (OaIC), objet en ce moment d'un d'audit par l'Inspection générale des finances. Cette opération n'a pas été décidée suite à l'affaire du blé, mais pour un contrôle de la gestion comptable et matériel ainsi que du mode de passation des marchés, a affirmé le ministre, soulignant l'impératif respect des dispositions de la loi relative aux marchés publics. Pour ce qui est de la numérisation de l'administration des impôts, le ministre a indiqué que l'opération est en bonne voie, rappelant la numérisation des plus grands centres fiscaux à travers la finalisation de celle de 24 centres d'impôts et 6 centres régionaux et la Direction des grandes entreprises (DGE). Tous les opérateurs peuvent utiliser le dispositif "Jibayati" pour se faire délivrer les documents requis.

GESTION DES DÉCHETS

Elaboration prochaine du 1^{er} rapport national pour 2020 (AND)

L'Agence nationale des déchets (AND) va élaborer prochainement son premier rapport national sur l'état de la gestion des déchets pour l'exercice 2020 qui sera "une référence" en matière d'informations et de données dans ce domaine, a annoncé, mardi à l'APS, le DG de l'AND, Karim Ouamane.

"L'élaboration d'un rapport national de l'état de la gestion des déchets va permettre à tous les acteurs d'avoir une vision claire sur l'état de la gestion des déchets durant l'exercice 2020 et leur procurera, ainsi tous les indicateurs et les informations nécessaires pour prévoir une bonne gestion des déchets dans le futur", a expliqué M. Ouamane.

Tout en relevant que c'est la première fois que les experts de l'AND élaborent un tel rapport, il a souligné que ce document permettra, également, aux autorités publiques de planifier au mieux la gestion des déchets dans le futur et ce grâce aux données et aux innombrables informations contenues dans ce rapport.

"Ces données et informations vont démontrer ce qui se passe réellement sur le terrain en matière de la gestion, du recyclage et de la récupération de toutes sortes de déchets (dangereux, ménager, solides etc)", a-t-il encore expliqué.

Il a ajouté qu'après la validation de ce

rapport par le ministre de l'Environnement, il sera largement diffusé (en version numérique) afin de permettre à tous les acteurs de le consulter pour bénéficier de ses riches données.

Accompagnement d'une cinquantaine de start-up en 2020

Une cinquantaine de start-up ont bénéficié en 2020 de l'accompagnement dans le domaine technique encadré par les experts de l'AND et ce afin qu'ils puissent réaliser leurs projets notamment dans le domaine de recyclage et de récupération des déchets,

a indiqué M. Ouamane. "En plus de l'accompagnement technique, l'AND organise au profit des jeunes start-up et porteurs de projets innovant des conférences en ligne afin qu'ils disposent de la bonnes notions et informations dans le domaine de la gestion des déchets", a ajouté le responsable. Tout en rappelant que le ministère de l'Environnement avait mis en place une cellule pour l'accompagnement de ces projets, il a assuré que les portes de l'AND sont "grandes ouvertes devant tout porteur de projet innovant ou universitaire désireux d'activer dans le domaine de la gestion des déchets".

OUARGLA Réception prochaine de nouvelles structures sportives

De nouvelles structures sportives et de jeunes seront réceptionnées dans le courant du premier trimestre de cette année à travers la wilaya d'Ouargla dans le but de promouvoir les activités sportives dans la région, a-t-on appris mardi auprès de la Direction locale de la jeunesse et des Sports (DJS).

Visant à prendre en charge les attentes des jeunes de la wilaya, ces nouvelles installations portent sur quatre piscines semi-olympiques dans les communes de Touggourt, Témacine, Taïbet et Ouargla, deux piscines de proximité dans les communes de Sidi Slimane et Ain El-Beïda, et une salle omnisports à Sidi-Mahdi (Touggourt).

Seront réceptionnées une salle de sport de 3.000 places dans la commune d'Ouargla, un complexe sportif de proximité au quartier Saïd-Otba (Ouargla) et une maison de jeunes dans la commune de Hassi-Benabdallah, a détaillé la source. Inscrites dans le ca-



dre des efforts de généralisation de ce type de structures à travers la wilaya et la promotion de la pratique sportive, ces installations seront égale-

ment consolidées de trois projets en cours de réalisation de stades football de 5.000 places chacun dans les communes des Témacine, Mégarine et Ain

El-Beïda. Selon la DJS, le secteur a bénéficié en 2019 d'un stade similaire dans la commune de Rouissat. Le projet était gelé pendant des années.

Le secteur de la jeunesse et des sports compte dans la wilaya d'Ouargla 304 clubs sportifs, toutes disciplines et activités confondues, deux (2) ligues régionales de football et de handball, 26 ligues de wilaya, 476 sections sportives et 145 écoles. L'on relève aussi trois ligues juvéniles et 278 associations de jeunes actives qui ont bénéficié l'an dernier de subventions, au titre du Fonds de wilaya de promotion des initiatives de jeunes et de la pratique sportive.

ORAN

Oued El Kerma aménagé en parc de loisirs en 2021

Une opération d'aménagement de Oued El Kerma sera lancée en 2021 pour éliminer la décharge anarchique qui l'entoure sur une superficie de 85 ha et la reconverter en parc de loisirs au profit des habitants de la wilaya d'Oran, a indiqué le directeur général de l'Agence nationale des déchets (AND), Karim Ouamane.

Dans une déclaration à l'APS, le DG de l'AND a fait état de plusieurs projets lancés pour éliminer les grandes décharges anarchiques, dont celle de la commune d'El Kerma à Oran où l'opération d'élimination des déchets a été achevée, en attendant la reconversion de ce site en parc de loisirs devant être mis en service courant 2021. S'inscrivant dans le cadre de la stratégie du ministère de l'Environnement visant à dépolluer et préserver l'environnement, ce projet vient compléter le programme déjà mis en œuvre pour éliminer les dé-

charges anarchiques, à l'instar de Oued Smar (Alger), El Berka Zarka (Annaba) outre les décharges anarchiques de Tiaret et de Tébessa, a ajouté le premier responsable de l'AND.

Précisant que 15 grandes décharges anarchiques avaient été éliminées à la faveur de programme, M. Ouamane a fait savoir que l'étude relative à la décharge de Oued El Kerma sera bientôt achevée et que des arbres seront plantés sur une superficie de 45 ha. Quant aux 40 hectares restants, ils abriteront des espaces de jeu, de loisirs, et de sports, selon le même responsable qui a fait état de l'aménagement de sentiers pour le cross-country et la création des structures de services à même de fournir des postes d'emploi "importants" aux jeunes de la région.

Et de rappeler que ladite décharge était un grand dépotoir d'énormes quantités

d'ordures ménagères, en sus des déchets solides générés par les chantiers des travaux de réalisation du tramway d'Oran. Ce projet, ajoute-t-il, revêt une grande importance pour la wilaya d'Oran, et notamment pour la commune d'El Kerma, en raison de sa place stratégique, car se situant à l'entrée de la wilaya et offrant un accès direct à l'autoroute, relevant la nécessité écologique de cette décharge du fait qu'elle se trouve sur les rives du lac El Kerma où le lixiviat cause une pollution de l'étang.

Dans le même sillage, M. Ouamane a fait état de la programmation d'autres projets similaires en vue d'éliminer les grandes décharges anarchiques dans les wilayas de Médéa, Bordj Bou Arreridj et Mila, alors que d'autres projets sont en cours de réalisation dans les wilayas de Mostaganem et Bejaia.

GHARDAÏA

Lancement du projet de siège de l'ODAS à El-Menea

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani, a procédé, lundi dans la wilaya déléguée d'El-Menea au lancement des travaux de réalisation d'un siège central pour l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS).

Créé par décret exécutif N 20-265 du 22 septembre 2020 et publiée au journal officiel N 57, cet établissement a pour mission d'assurer la promotion des investissements agricoles et agro-industriels par la mise en valeur des terres sahariennes, la gestion rationnelle du portefeuille foncier qui lui est confié par l'Etat, de procéder au sein de ce portefeuille à la délimitation des périmètres susceptibles d'accueillir les grands projets d'investissements agricoles et agro-industriels et de réaliser des études techniques approfondies à travers les bureaux d'études spécialisés. L'ODAS, dont les prérogatives s'étendent sur l'ensemble des wilayas sahariennes, a également pour objectif d'accompagner les porteurs de projets dans l'obtention des avantages prévus par la législation en matière d'investissement, sur la base de critères de sélection fixés à cet effet ainsi que dans toutes ac-



tions en rapport avec la réalisation et le fonctionnement du projet, selon la présentation du projet.

Il est appelé aussi à assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des projets d'investissement, à veiller au respect du cahier des charges et à lutter contre la bureaucratie.

S'exprimant en marge du lancement du projet, M. Hemdani a exhorté les autorités locales à accélérer le rythme de réalisation de cette structure et de veiller au respect des normes de construction.

Le ministre de l'Agriculture et de la délégalation qui l'accompagne ont visité, en outre, la première ferme pilote de l'agriculture saharienne "sous pivot" d'El-Menea.

D'une superficie de près de 1.800 hectares, la ferme pilote, lancée en 1988 par un céréali-

culteur et spécialisée, en plus de la céréalicultrice et les maraichages, dans la production de "semences", est devenue une ferme "école" et un exemple pour l'investissement dans les cultures stratégiques (céréales, pomme de terre, lait et dérivés, etc).

M. Abdelhamid Hemdani a soutenu, dans ce contexte, que l'Etat accompagne les investisseurs dans différents domaines, technique et équipement, la mobilisation des ressources hydriques et énergétique. Le ministre a indiqué, par ailleurs, que son département allait entamer une révision des différents dispositifs de soutien à l'agriculture et les mettre à niveau, en conformité avec la réalité actuelle.

Il a aussi relevé qu'une station régionale de l'institut national des grandes cultures

sera réalisée pour améliorer le rendement et la productivité et, par la même, accroître la production des cultures stratégiques, avant de valoriser les potentialités de la région et d'appeler à redoubler d'efforts pour augmenter la production agricole, particulièrement les produits stratégiques tels que les céréales et le lait afin de réduire la dépendance de l'étranger et atteindre l'autosuffisance, voire aller vers l'exportation.

La délégalation a pu se rendre compte sur site de la qualité de l'expérience pionnière de la céréalicultrice à El-Menea, spécialement en matière de production de la semence locale, avec une bonne maîtrise de l'économie d'irrigation.

Auparavant le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a inauguré le siège de l'unité de la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) à El-Menea avant de visiter un périmètre agricole au lieu-dit "Oued El-Hadjra El-Beïda" et une ferme de produits locaux dénommée "Kheirat Bladi" à Hassi-Lefhal.

Le ministre de l'agriculture a présidé en fin après-midi à Ghardaïa une rencontre avec les professionnels et partenaires du secteur r des dix wilayas du sud.

TIZI-OUZOU

Près de 2,2 milliards DA de factures d'eau, impayées

Près de 2,2 milliards DA est le montant global des factures d'eau impayées par les clients de l'unité de Tizi-Ouzou de l'algérienne des eaux (ADE), a indiqué, lundi, un communiqué de cette entreprise. "L'unité de l'ADE de Tizi-Ouzou, est confrontée à l'épineux problème des créances détenues par sa clientèle, dont le montant total avoisine les 2,2 milliards DA, dont 1,3 milliards détenus par les ménages", est-il rapporté dans le même document. Cette situation "impacte négativement" le service public de l'eau, a déploré l'unité de Tizi-Ouzou, dont "la trésorerie est sérieusement affectée, mettant les voyants au rouge et ce, en dépit des efforts fournis", a-t-on ajouté. Touchée "de plein fouet" par la crise sanitaire liée à la Covid-19, l'unité locale de l'ADE doit aussi faire face aux charges de gestion (factures énergétique, masse salariale, approvisionnements, produits de traitement et achats divers), a-t-on observé. Cette même entreprise qui assure quotidiennement la distribution de 274 000 M3 d'eau pour une population dépassant les 1,16 millions d'habitants, a lancé une vaste campagne de recouvrement des créances impayées, à travers l'ensemble de ses agences commerciales. "Le but de cette opération est de redresser l'équilibre financier, et partant, améliorer et pérenniser le service public", a-t-on souligné de même source. Aussi l'ADE a invité les clients concernés à "se rapprocher des agences commerciales, avant le 14 janvier courant afin de régler les cumules des dettes impayées, ou de bénéficier d'un échéancier de paiement", a-t-on ajouté.

SIDI BEL-ABBES

400 millions DA pour l'alimentation de zones d'ombre en énergie solaire

Une enveloppe financière de 400 millions DA a été allouée pour finaliser des opérations d'installation de panneaux solaires pour l'alimentation en énergie électrique des zones d'ombre situées dans le sud de la wilaya de Sidi Bel-Abbes, ont annoncé lundi les services de la wilaya. La wilaya de Sidi Bel-Abbes a bénéficié de ce programme suite à la dernière visite du Premier ministre, Abdelaziz Djerad dans la wilaya, et ce pour la dotation des zones isolées et disséminées dans le sud de la wilaya de panneaux solaires, qui seront utilisés pour l'éclairage public, a-t-on indiqué. Ces zones enclavées, notamment celles relevant des communes de Marhouch, Sidi Chaïb, Rdjem Demmouch et Toudmoutil, sont dépourvues d'un réseau électrique et ces opérations permettront leur alimentation en cette énergie, a-t-on fait savoir.

Les services de la wilaya ont également annoncé l'approvisionnement de ces zones en gaz butane selon la technique (B35), qui permet de disposer de cette matière vitale pour une durée de 3 mois.

Il s'explique que ces zones enclavées ne sont pas raccordées aux réseaux d'électricité et de gaz naturel à cause de la nature topographique à reliefs difficiles, faisant observer que le raccordement au réseau d'électricité traditionnel et au réseau de gaz naturel de ces zones enclavées coûte énormément cher. Le recours à l'énergie photovoltaïque et le gaz butane (B 35) permet d'approvisionner les citoyens à moindre coût, a-t-on précisé. Pour rappel, plus de 60 sites répartis entre les zones d'ombre de Sidi Bel-Abbes ont été raccordés au réseau de gaz naturel dans le cadre du programme de la wilaya pour lequel une enveloppe financière estimée à 2 milliards DA a été allouée pour la concrétisation de plusieurs opérations au profit des populations locales. Les travaux sont en cours pour le raccordement des zones d'ombre des agglomérations secondaires au réseau de gaz naturel et il est prévu l'achèvement des travaux vers la fin de l'année en cours, de même que le raccordement de certaines exploitations agricoles d'une valeur de plus d'un (1) milliard DA.

FINANCEMENT DES PME La BEA signe un accord de partenariat avec la CGCI



La Banque Extérieure d'Algérie (BEA) et la Caisse de Garantie des Crédits d'investissement (CGCI) ont conclu une convention de partenariat portant sur le renforcement et l'appui du dispositif de financement des PME, a indiqué un communiqué de la banque.

"Cette convention a pour objet de préciser les modalités pratiques d'octroi et de mise en jeu de la garantie de la caisse au titre des crédits d'investissements consentis aux PME productrices de biens et de services, a expliqué cette banque publique.

Le PDG de la BEA, cité dans le communiqué, a mis en avant le rôle de la PME dans la relance économique du pays, en soulignant son importance en tant que secteur créateur de richesses et pourvoyeur d'emploi.

Par ailleurs, il a tenu à assurer la détermination de son établissement de continuer à offrir ses services en dépit de cette conjoncture exceptionnelle marquée par la propagation de la pandémie du Coronavirus.

La CGCI-Pme est un organisme de garantie, qui a pour vocation de couvrir les risques de défaillance de remboursement des crédits d'investissements consentis aux Pme dont la finalité porte sur la création, l'extension d'activité, le renouvellement et/ou la rénovation des équipements.

A ce titre, sa garantie vient conforter le volet des sûretés réelles exigées par les banques et établissements financiers à leurs clients pour la mobilisation des financements octroyés.

Dans cette optique, la Caisse s'est fixée pour objectif de favoriser la croissance du niveau d'insertion de la garantie financière dans le champ de la pratique quotidienne des banques en matière de financement de l'investissement PME, selon le communiqué.

MICRO-ENTREPRISE

Les conditions et le niveau d'aide apportée aux jeunes promoteurs fixés

Les conditions et le niveau d'aide apportée aux jeunes promoteurs lors de la création de leurs activités ont été fixés par un nouveau décret exécutif qui vient être publié dans le dernier journal officiel (N 77).

Il s'agit du décret exécutif n 20-374 du 16 décembre 2020 modifiant et complétant le décret exécutif n 03-290 du 6 septembre 2003.

En vertu du nouveau texte, lors de création de leurs activités, les jeunes promoteurs doivent remplir les conditions cumulatives, pour bénéficier de l'aide du Fonds national de soutien à l'emploi des jeunes, à savoir être âgés de 19 à 40 ans, être titulaires d'un diplôme ou d'une qualification professionnelle et/ou posséder un savoir-faire reconnu par attestation ou toute autre document professionnel, mobiliser un apport personnel sous forme de fonds propres d'un niveau correspondant au seuil minimum déterminé, ne pas avoir bénéficiés d'une mesure d'aide au titre de la création d'activités.

S'agissant du seuil minimum des fonds propres pour un investissement de création, ou d'extension projeté et du mode de financement du projet d'investissement, il est fixé au titre du financement triangulaire comprenant les banques ou les établissements financiers à 15% du montant global de l'investissement lorsque celui-ci est inférieur ou égal à dix (10) millions DA.

Le taux des fonds propres est fixé à 12% lorsque l'investissement est réalisé dans les zones spécifiques et les Hauts Plateaux, alors que ce taux est fixé à 10% lorsque l'investissement est réalisé dans les régions du Sud du pays.

Les zones spécifiques



cités ci-dessus seront déterminées par un arrêté interministériel.

Quant au financement mixte sans recours au secteur, il est fixé à 50% du montant global de l'investissement lorsque celui-ci est inférieur ou égal à dix (10) millions DA. L'autre modification apportée porte sur les jeunes promoteurs qui peuvent bénéficier, à titre exceptionnel de refinancement de leurs entreprises en difficulté, selon le mode de financement triangulaire, cité plus haut.

Les mêmes dispositions appliquées pour les projets financés selon le mode de financement triangulaire sont appliquées à cette catégorie, alors que les conditions et les modalités de refinancement des micro-entreprises en difficulté seront fixées par arrêté interministériel.

Le nouveau décret permet aussi aux jeunes promoteurs de bénéficier, à titre gracieux, de l'assistance technique, du conseil, de l'accompagnement et de

suivi de l'agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat.

Celle-ci peut faire appel aux cabinets d'experts locaux pour le consulting et assurer des programmes de formation au profit de ces promoteurs.

S'agissant du montant des prêts non rémunérés, il est fixé en fonction du coût de l'investissement de création ou d'extension et du mode de financement.

Lorsque l'investissement est réalisé dans les zones spécifiques et les Hauts Plateaux, le taux du prêt non rémunéré est fixé à 18% et à 20% pour l'investissement réalisé dans les régions du Sud du pays.

Il est également accordé aux jeunes promoteurs un prêt non rémunéré supplémentaire, d'un montant qui ne saurait dépasser cinq mille (5000.00) DA, pour la prise en charge du loyer du local ou du poste à quai au niveau des ports, un prêt non rémunéré supplémentaire d'exploitation à titre exceptionnel, d'un

montant qui ne saurait dépasser un million (1.000.000) DA, notant que les conditions et modalités d'octroi de ces prêts non rémunérés seront fixées par arrêté interministériel.

Les jeunes promoteurs peuvent aussi bénéficier de locaux dans des micros zones spécialisées aménagées au titre de location.

Aussi, il est créé, au niveau des agences de wilayas, des comités de sélection, de validation et de financement des projets d'investissement initiés dans le cadre des dispositions du présent décret.

Pour le traitement du dossier de crédit, la banque ou l'établissement financier dispose, d'un délai de deux (2) mois, au maximum, à compter de la date de dépôt du dossier.

Un différé de dix-huit mois (18) est accordé pour le remboursement du principal du crédit bancaire, à l'exception des projets financés selon les formules de financement islamique.

Une commission nationale de recours est également créée au niveau de l'agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat.

Cette commission est chargée de se prononcer, dans un délai ne dépassant pas les trente (30) jours, à compter de la date de leur dépôt, sur les recours présentés par les jeunes promoteurs dont les projets ont été rejetés par les comités de sélection, de validation et de financement des projets d'investissement, au niveau de wilaya.

PLAN DE RELANCE ÉCONOMIQUE

Trois études prospectives pour mieux "anticiper l'avenir" (Rapport)

Trois études prospectives sur les grands enjeux futurs de l'économie et de la société algérienne afin d'avoir une vision de l'avenir et anticiper les politiques publiques dans des domaines stratégiques ont été entreprises, avance le premier rapport sur la relance économique, élaboré par le ministre délégué chargé de la Prospective.

Il s'agit d'études sur la sécurité alimentaire du pays, sur la sécurité énergétique et enfin sur le capital humain et la jeunesse, précise ce document qui retrace la feuille de route du plan de relance économique (2020-2024), initié par le Président de la République pour sortir le pays de la dépendance économique aux hydrocarbures.

Concernant l'étude sur la sécurité alimentaire, les rédacteurs du rapport, dont l'APS a obtenu une copie, démarrent du fait que cette sécurité ne résulte pas des seules performances du secteur agricole.

"Quels que soient les efforts consentis, le pays ne sera jamais autosuffisant sur l'ensemble des produits alimentaires", souligne le rapport.

A cet effet, cette étude visera principalement à évaluer de manière "objective et sans a priori" la dépendance alimentaire du pays aux marchés mondiaux et la faiblesse de notre système productif malgré les efforts budgétaires consentis par l'Etat dans ce domaine", lit-on dans le rapport.

Il s'agira aussi d'étudier comment améliorer les rendements sur les cultures stratégiques et augmenter ainsi l'offre nationale de produits alimentaires d'une part, et comment valoriser les productions agricoles par les transformations industrielles et par les circuits de stockage et de conservation, d'autre part.

Il sera question également d'explorer les possibilités d'exportation des produits algériens dans le cadre d'une politique d'exportation, notamment par l'homologation



et la labellisation des produits destinés à l'exportation.

La sécurité énergétique pour préserver la sécurité financière

Quant à l'étude sur la sécurité énergétique, le rapport met en avant "l'importance de la transition énergétique dans le développement économique et la préservation de la sécurité financière de l'Etat".

Cette sécurité énergétique consiste à agir sur le modèle énergétique, c'est-à-dire sur les modes de production dont le mix énergétique et de consommation de l'énergie dont l'efficacité énergétique, en vue d'en assurer une gestion efficace à long terme, explique le document.

Le recours aux nouvelles énergies renouvelables devra

par ailleurs s'accompagner du développement de filières industrielles compétitives au niveau international, ajoute la même source.

L'objectif général de cette étude consiste à mettre en lumière les différents changements socio-économiques auxquels l'Algérie devra faire face du fait de sa transition énergétique afin de mieux les prendre en compte dans ses politiques publiques de long terme.

Il s'agira, entres autres, de présenter les enjeux et les défis de la transition énergétique à travers trois aspects à savoir la production énergétique (mix énergétique dont énergies renouvelables), le modèle de consommation énergétique (économie et efficacité énergétique,...) et la valorisation des ressources énergétiques afin d'en faire un moteur de la croissance notamment en remontant dans les chaînes de valeurs.

Pour ce qui est de l'étude sur le capital humain et la jeunesse, il est indiqué que l'Algérie, consciente du rôle prépondérant que le capital humain devra jouer dans son processus de transformation économique et sociétale, ambitionne de renforcer significativement la contribution de ce capital dans le processus de création des richesses.

L'étude vise à doter le gouvernement Algérien d'un document stratégique qui intègre les éléments nécessaires qui vont lui permettre de mieux piloter les politiques publiques en faveur du capital humain.

Pour l'atteinte de cet objectif, il est envisagé de traiter préalablement plusieurs thématiques.

Les résultats serviront par la suite à la formulation d'une stratégie adéquate, ainsi qu'à l'élaboration d'une feuille de route permettant sa concrétisation, selon le même rapport.

PÉTROLE

Le Brent à 51,42 dollars à Londres

Les prix du pétrole s'appréciaient mardi en début de séance européenne, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars gagnait 0,65% à Londres par rapport à la clôture de lundi, à 51,42 dollars.

Le baril américain de WTI pour le mois de février grimpeait de son côté de 0,80% à 48,00 dollars.

À l'entame de leur première séance de l'année lundi, les deux contrats de référence du brut ont touchés des plus hauts depuis respectivement le 3 mars et le 26 février dernier, à 53,33 dollars et 49,83 dollars, avant de battre en retraite en début de séance américaine.

Les investisseurs et observateurs de marché restent suspendus mardi à la décision de l'organisation de producteurs, com-



posé des membres de exportateurs de pétrole l'Organisation des pays (Opep) et de leurs alliés

via l'accord Opep+. Ces derniers ont entamé lundi leur premier sommet ministériel de 2021 afin de définir le niveau de production du mois prochain, dont les travaux se poursuivront cet après-midi pour parvenir à une décision en fin de journée.

L'alliance examine une approche prudente qui passe par le maintien en l'état des coupes actuelles et/ou la possibilité de réinjecter jusqu'à 500.000 barils quotidiens sur le marché le mois prochain, à l'image de ce qui avait été décidé en décembre pour janvier.

RÉUNION OPEP-NON OPEP

Poursuite des négociations pour parvenir à un accord (Attar)

Les travaux de la 13e réunion ministérielle Opep-Non Opep, tenue lundi, doivent se poursuivre mardi, alors que les membres de la réunion ne sont pas parvenus à un accord, a indiqué à Alger le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar.

Les travaux de la 13e réunion interministérielle Opep-Non Opep se sont achevés lundi sans que les pays participants ne parviennent à un accord, repoussant la poursuite des débats à mardi après-midi pour parvenir à un accord définitif sur l'augmentation ou non des niveaux de production de Brut", a fait savoir M.

Attar lors d'un point de presse en marge de sa participation à cette réunion. Il a confié que "plusieurs participants à la réunion ont émis des craintes autour du marché de Brut", soulignant que les observateurs s'attendent désormais sur le degré de succès des opérations de vaccination à travers le monde et la durée de ces vagues de vaccination.

"Certes, la mise au point du vaccin a permis aux cours de s'élever à 50 dol-

lars ou plus, mais la question est de savoir si les opérations de vaccinations vont réussir et si elles vont durer sur trois mois ou six mois voire plus", a-t-il expliqué.

Le ministre a ainsi indiqué que l'étude du marché pétrolier se poursuivra durant les négociations de mardi pour parvenir à une décision en fin de journée.

A noter que plus tôt dans la journée, juste avant la tenue des travaux de la 25e réunion du comité ministériel conjoint de suivi (JMMC) et de la 13e réunion ministérielle Opep-Non Opep par visioconférence, M. Attar avait fait savoir que les prix du baril pourraient se maintenir au delà de la barre des 50 dollars, au moins durant les six premiers mois de 2021, « si les pays participants parviennent aux décisions permettant de préserver les cours du marché pétrolier ».

"Jusqu'à aujourd'hui, nous avons toujours pris des décisions qui ont préservé les cours. Le Brent est à 52 dollars et le Sahara Blend dépasse les 50 dollars", a-t-il fait observer, confiant que,

selon les données actuelles, "il serait souhaitable pour nous de ne pas augmenter la production durant le mois de février, afin de ne pas impacter les marchés".

La réunion interministérielle Opep-Non Opep regroupe par visioconférence les 23 pays (13 pays de l'Opep et 10 non membres de l'organisation) signataires de la Déclaration de Coopération.

Elle est consacrée à l'examen de la situation du marché pétrolier international et à ses perspectives d'évolution à court terme.

Pour rappel, la 25e réunion du JMMC évalue, pour sa part, le niveau de respect des engagements de baisse de production des pays signataires de la Déclaration de Coopération pour le mois de décembre.

Le JMMC est composé des pays membres de l'Opep (Algérie, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Irak, Koweït, Nigéria et Venezuela) ainsi que deux pays non membres de l'organisation, à savoir, la Russie et le Kazakhstan.

TUNISIE

Une experte en gestion de grands projets à la tête de Tunisair

Une experte internationale en gestion de grands projets, Mme Olfa Hamdi, a été nommée lundi PDG de la compagnie nationale aérienne Tunisair, en grandes difficultés financières, a annoncé le ministère des Transports.

Mme Hamdi, titulaire d'une maîtrise de l'université du Texas (Etats-Unis) et ingénieure diplômée de l'Ecole Centrale de Lille (France), a fondé une entreprise fournissant des solutions pour mener à bien de gros chantiers d'infrastructures et de transformations, en maîtrisant les coûts et les délais. Celle qui est née au milieu des années 1980 prend la tête de la compagnie aérienne qui était sans patron depuis le limogeage en juillet d'Elyes Mnakbi, qui avait eu un différend avec l'ancien gouvernement sur le plan de sauvetage.

La réforme de Tunisair, est un sujet complexe. Elle compte environ 7.800 employés et une flotte de moins de trente avions.

La concrétisation d'un plan de restructuration négocié en 2017, prévoyant des licenciements, reste limitée. Mme Hamdi sera chargée de "développer un plan d'action stratégique pour sauver et promouvoir Tunisair afin de faire face à la concurrence internationale, en particulier des compagnies européennes et africaines", a indiqué le ministère dans un communiqué.

"Good luck" (Bonne chance), a tweeté le ministre Moez Chakhchouk, expert international ayant rejoint le gouvernement en septembre.

Outre ses difficultés récurrentes, Tunisair a été frappée de plein fouet par la pandémie de coronavirus, qui a entraîné une fermeture des frontières de mars à fin juin pour limiter la contagion.

Le nombre de passagers a baissé de 75% sur les trois premiers trimestres de 2020, selon la presse spécialisée.

ESPAGNE

Près de 730.000 chômeurs de plus en 2020

Le nombre de chômeurs a grimpé de près de 730.000 en 2020 en Espagne, l'un des pays ayant le plus souffert économiquement de la pandémie, selon des chiffres publiés mardi par le gouvernement.

Fin décembre, le nombre de chômeurs s'élevait à 3.888.137 dans le pays, soit 724.532 de plus que fin décembre 2019, a indiqué le ministère du Travail.

Sur le seul mois de décembre, 36.825 nouvelles inscriptions au chômage ont été recensées.

Au plus fort de la crise sanitaire, près de 600.000 inscriptions au chômage avaient été enregistrées au total en mars et avril. Le nombre de personnes au chômage partiel était toujours par ailleurs de 755.000 fin décembre, selon le gouvernement de Pedro Sanchez qui a prolongé ce dispositif jusqu'à fin janvier. Si l'on considère le nombre de personnes cotisant à la sécurité sociale, le nombre total d'emplois détruits sur l'ensemble de l'année s'élève à environ 360.000. "L'année qui vient de se terminer a été horrible pour l'emploi", a réagi Lorenzo Amor, vice-président de l'organisation patronale CEOE, qui appelle le gouvernement à prolonger une nouvelle fois le dispositif de chômage partiel.

Un mécanisme qui a permis de réduire drastiquement les destructions d'emplois, abonde Unai Sordo, secrétaire général du syndicat Commissions ouvrières, selon qui il y aurait "deux millions de chômeurs de plus" si aucune mesure n'avait été prise.

Très coûteux pour les finances publiques, le chômage partiel va contribuer à l'explosion du déficit et de la dette publique dans le pays qui avait connu une reprise spectaculaire ces dernières années après avoir vu son économie dévastée par la crise financière de 2008.

CHINE

La reprise économique renforce le yuan face au dollar

La monnaie chinoise s'affichait mardi à son plus haut niveau depuis plus de deux ans face au dollar, portée par les perspectives de croissance en Chine, alors que l'économie mondiale reste plombée par l'épidémie.

Elle cotait ce matin à l'heure de Pékin 6,4381 pour un dollar, en hausse de 0,34% par rapport à la veille.

Il s'agit de son niveau le plus haut depuis juin 2018, juste avant le début des hostilités commerciales lancées par les Etats-Unis contre la

Chine. "L'appréciation du yuan reflète la résilience de l'économie chinoise face à la pandémie [de Covid-19] mais aussi face au conflit commercial" avec les Etats-Unis, a souligné l'analyste Rajiv Biswas, du cabinet IHS Markit. La hausse de la monnaie chinoise est aussi à mettre sur le compte de la dépréciation généralisée du dollar face à d'autres devises comme l'euro et le yen, selon M. Biswas. Premier pays touché par le nouveau coronavirus fin 2019, la Chine est aussi le

premier à avoir redémarré son activité, grâce à de stricts contrôles des déplacements, au port du masque généralisé, aux mesures de confinement et aux applications de traçage pour téléphone portable. Résultat, le géant asiatique "restera fondamentalement cette année la locomotive de la reprise mondiale", au moment où les principales grandes économies, dont les Etats-Unis, restent pénalisées par le virus, assure l'analyste Ken Cheung, de la banque Mizuho. La Chine, qui a lar-

gement jugulé l'épidémie sur son sol, devrait ainsi être l'un des rares pays à annoncer mi-janvier une croissance positive en 2020.

Et le marché est "convaincu" qu'elle restera "exceptionnelle" en ce début 2021, selon M. Cheung.

L'excédent commercial de la Chine avec les Etats-Unis a atteint des records en novembre (+52% sur un an), avec une forte demande d'équipements médicaux made in China, notamment des masques, en pleine épidémie.

Les ventes de véhicules neufs au Japon ont chuté de 12,3% l'an dernier, selon des chiffres publiés mardi par l'association japonaise des concessionnaires automobiles (Jada).

Un total de 2,88 millions de voitures (hors mini-voitures de type "kei cars"), camions et bus ont été écoulés en 2020 dans l'archipel nippon, a ajouté la même source.

Cela représente environ 400.000 véhicules de moins par rapport à 2019.

L'année écoulée avait déjà mal commencé pour le marché automobile local, affecté par le relèvement de la TVA japonaise à 10% contre 8% précédemment depuis le 1er octobre 2019. La pandémie

du coronavirus a heurté aussi de plein fouet l'activité économique du pays et le marché automobile nippon n'a commencé à reprendre qu'à partir d'octobre. Sur le mois de décembre, 243.753 véhicules neufs ont été vendus, une hausse de 7,4% sur un an mais un repli de 3,7% par rapport à novembre. Au niveau des constructeurs nippons, dont la part de marché est écrasante dans le pays, Nissan a connu un plongeon de 27,5% de ses ventes annuelles en volume (après déjà -13,8% en 2019). L'autre allié japonais de Renault, Mitsubishi Motors, a subi également une baisse conséquente (-41,3%). L'impact a été dur également pour Honda (-17,8%) mais beaucoup moins pour le géant

Toyota (-5,8% ou -6,4% en incluant sa marque Lexus). Au niveau des "kei cars", 1,72 million d'unités de ces mini-voitures dotées d'une motorisation égale ou inférieure à 660 cm3 ont été vendues en 2020, soit une baisse de 10% par rapport à 2019, selon des données publiées séparément mardi.

En décembre leurs ventes ont toutefois augmenté de 15,4% sur un an, à 136.143 unités.

Tous types de véhicules confondus (voitures incluant "kei cars", camions et bus), les ventes automobiles au Japon ont fléchi de 11,5% à près de 4,6 millions d'unités sur l'ensemble de 2020 (+10,1% en décembre sur un an).

JAPON
Chute
de 12,3%
des ventes
de véhicules
neufs en
2020

CRIMINALITÉ SÉTIF

Saisie de 90.000DA en fausse monnaie de la catégorie 1000 DA et 2000DA

Les services de la sûreté de daïra d'Ain Kebira relevant de la sûreté de wilaya de Sétif ont saisi 90.000 DA en faux billets de la base de renseignements dénonçant un individu spécialisé dans la falsification de la monnaie nationale, a-t-on appris lundi du responsable de la cellule de communication et des relations publiques auprès de ce corps de sûreté, le commissaire de police, Abdelouahab Aïssani.

L'opération qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre toutes formes de criminalité a permis également la saisie de 110.000 DA qui pourraient être les revenus de la vente des faux billets de banque, a-t-il précisé.

Agissant sur la base de renseignements dénonçant un inconnu qui fait écouler sur le marché de faux billets de banque, les policiers ont aussitôt lancé les recherches et les investigations et sont parvenus à identifier l'individu recherché et connaître les endroits qu'il fréquente, a ajouté le commissaire de police Aïssani qui a indiqué que le mis en cause ont été arrêtés en flagrant délit en possession de billets de banque qui paraissent faux à première vue.

Poursuivant l'investigation et en s'appuyant sur les résultats de l'expertise, les policiers ont confirmé que la somme de 90.000 DA en billets de banque de la catégorie 1.000 DA et 2.000 DA portaient la même série de numérotation falsifiée, alors que les 110.000 DA constituant les revenus de cette activité illégale étaient conformes, a révélé la même source, précisant qu'une enquête approfondie a été ouverte dans cette affaire.

Après l'achèvement de toutes les procédures légales, un dossier judiciaire a été élaboré à l'encontre de la personne suspecte qui a été présentée devant les instances judiciaires concernées, a-t-on conclu.

BOUMERDES

Saisie de 5 Kg de drogues et arrestation de deux personnes

Près de cinq Kg de drogues ont été saisis, dernièrement, par la brigade de recherches et d'intervention (BRI) de la sûreté de wilaya de Boumerdes, avec l'arrestation de deux personnes à Larbaâtache (ouest de la wilaya), a-t-on appris, lundi, auprès de ce corps sécuritaire. "La BRI a procédé à la saisie de cinq kg de kif traité, en possession de deux personnes arrêtées, suite à l'exploitation d'informations portant sur une personne transportant cette quantité de drogues", a indiqué, à l'APS, le chargé de la communication à la sûreté de wilaya, le commissaire de police Krimou Touati.

Il a signalé l'arrestation de l'un des suspects à bord d'un véhicule touristique, où il était en compagnie de sa famille. La fouille du véhicule, après autorisation du procureur de la République, a permis la découverte, selon la même source, de "50 plaquettes de kif, d'un poids de cinq kg, dissimulées dans l'airbag du véhicule", a-t-il précisé. L'interrogatoire du suspect a permis, par la suite, l'arrestation de son complice, originaire de la même commune de Larbaâtache.

Une procédure judiciaire a été instruite contre les deux mis en cause dans cette affaire, qui ont été présentés devant les autorités judiciaires compétentes, selon le commissaire de police Krimou Touati.

AIN TÉMOUCHENT

Un réseau de trafic de drogue mis hors d'état de nuire

La brigade de lutte contre le trafic de drogue de la police judiciaire de Ain Témouchent a mis hors d'état de nuire un réseau criminel de trafiquants et saisi 110 grammes de cocaïne, 1,62 kg de kif traité et 1.546 comprimés de psychotropes, a-t-on appris lundi de la Sûreté de wilaya (SW).

L'opération a été menée sur la base d'informations confirmées faisant état de l'exploitation par deux individus de leurs domiciles situés dans un quartier à Ain Témouchent pour stocker la drogue, selon la cellule de communication et des relations publiques de la Sûreté de wilaya.

Les enquêtes diligentées par la brigade de lutte contre le trafic de drogue ont révélé que le domicile d'un troisième mis en cause était utilisé pour stockage, de même que les deux premiers logements situés dans un même immeuble, a-t-on indiqué.

Suite à la perquisition des trois appartements, les trois individus ont été arrêtés et les quantités de drogue dure (cocaïne), de kif traité et de psychotropes ainsi qu'une arme blanche saisies, a-t-on précisé.

ZONES D'OMBRE

Energie: nécessaire accélération de la cadence de prise en charge des zones d'ombre (Attar)

Le ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar a mis l'accent, lundi lors d'une réunion avec les cadres du secteur, sur la nécessité d'accélérer la cadence de la prise en charge des questions de développement dans les zones d'ombre, a indiqué un communiqué du ministère.

"Le ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar a présidé, lundi, la réunion hebdomadaire d'évaluation du secteur de l'énergie durant laquelle il évoqué avec les cadres centraux du ministère plusieurs dossiers, dont la poursuite de la prise en charge des zones d'ombre et l'accélération de sa cadence", selon un communiqué du ministère posté sur sa page Facebook.

Les projets de numérisation du secteur achevés et mis en exploitation au début de l'année ont été évoqués lors de cette réunion", précise-t-on de même source.

Par ailleurs, M. Attar a examiné avec les conseillers du ministère et les cadres centraux d'autres dossiers qui s'inscrivent dans le cadre du développement du secteur, insistant sur l'importance de déployer "davantage d'efforts tout en veillant au strict respect des délais fixés".

Le ministre a récemment mis l'accent sur la nécessité d'accorder la priorité à la réalisation des projets d'approvisionnement en électricité et en gaz au niveau des zones d'ombre,



des agriculteurs et des investisseurs au niveau des zones industrielles, pour booster l'activité économique dans ces régions et créer des postes d'emplois.

M. Attar avait indiqué, devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée Populaire Nationale (APN), que son département ministériel avait effectué un inventaire des zones d'ombre durant la période allant de mars à fin juillet dernier, ayant permis le recensement d'un total de 11.537 projets de raccordement au gaz et 9.833 projets

de raccordement à l'électricité. Outre les zones d'ombre, le ministère de l'Energie a érigé les projets de raccordement à l'énergie des exploitations agricoles et des investisseurs en "priorité". Dans ce sillage, le bilan du ministère fait état de la réalisation de 1.542 projets au profit des exploitations agricoles sur un total de 5.526 projets, en sus de 851 autres.

S'agissant des investisseurs, sur 1.544 demandes de raccordement à l'électricité et au gaz, quelque 263 investisseurs ont été raccor-

dés à l'électricité et 62 autres au gaz (statistiques du 27 octobre). A cet effet, l'accent a été mis sur la nécessité de poursuivre les travaux au même rythme et de parachever le reste des projets entre 2020 et 2021.

En ce qui concerne les programmes nationaux de raccordement à l'électricité et au gaz, le ministre avait précisé qu'au vu des programmes en cours de réalisation au niveau de 48 wilayas, 140.000 foyers devraient être raccordés à l'électricité et 370.000 autres au gaz pendant la période 2020-2024.

Pour ce qui est de la numérisation, le ministère de l'Energie avait annoncé le mois dernier le lancement d'une plateforme numérique dénommée "TASSAREEH" au profit des opérateurs économiques, opérationnelle à partir du 1er janvier en cours.

Cette plateforme, précise le ministère, est "un portail en ligne" qui facilite et simplifie toutes les démarches administratives et réduit le temps nécessaire entre l'administration et l'opérateur économique, public et privé.

ENVIRONNEMENT

Les travaux de réalisation de 33 stations de traitement des déchets ménagers achevés au cours de l'année

Les travaux de réalisation de 33 stations de traitement des déchets ménagers au niveau des Centres d'enfouissement techniques (CET) à travers plusieurs wilayas s'achèveront au cours de l'année, a annoncé mardi à Alger le directeur général de l'Agence nationale des déchets, Karim Ouamane.

Dans une déclaration à l'APS, M. Ouamane a précisé que ces stations, dont la réalisation a nécessité une enveloppe de 7 milliards de dinars, permettront de réduire les risques que présentent les déchets ménagers pour l'environnement et la santé publique.

Les travaux de réalisation ont beaucoup avancé, a ajouté le responsable, précisant que 24 stations sur 33 sont d'ores et déjà installées au niveau des Centres d'enfouissement technique et entreront bientôt en service. Ces stations s'inscrivent dans le cadre de la stratégie du ministère de l'Environnement, initiateur du projet avec un financement du Fonds national de l'environnement et du littoral (FNEL). Il s'agit, selon M. Ouamane, de transformer 1 million de mètres cubes de lixiviats en eau pouvant être utilisée pour l'irrigation des terres agricoles ou servir à d'autres usages,

notamment industriel. Ces stations sont réalisées dans 33 wilayas, notamment dans les zones côtières et les Hauts Plateaux à forte densité de population, soumises à de fortes pluies et produisant d'importantes quantités de déchets, autant de facteurs favorisant la production de grandes quantités de lixiviats, a expliqué le responsable.

Le projet, lancé en 2018, a été retardé à cause de l'épidémie de Covid-19, mais les efforts vont bon train pour le parachever et livrer toutes les stations au cours de l'année, a assuré M. Ouamane.

AÏN DEFLA

Deux frères morts par asphyxie au monoxyde de carbone à Aïn Bénian

Deux (2) personnes d'une même famille sont mortes, lundi à Aïn Benian (Aïn Defla), intoxiquées au monoxyde de carbone, émanant de leur appareil de chauffage installé dans un poulailler, a-t-on appris auprès du chargé de communication de la direction locale de la Protection civile.

"Deux frères (28 et 31 ans), ont été retrouvés morts lundi au niveau de leur poulailler situé à la cité Bennouna de Aïn Benian (55 km au nord-est du chef-lieu de wilaya) suite à l'inhalation du monoxyde de carbone émanant

d'un appareil de chauffage fonctionnant au gaz butane", a indiqué le capitaine Kamel Hamdi. Les victimes, qui avaient mis en service un appareil de chauffage fonctionnant au gaz butane pour chauffer le poulailler où se trouvait un grand nombre de poussins, y ont passé la nuit, décédant après avoir inhalé du CO, a-t-il précisé, signalant que les services de la protection civile ont été informés de ce drame par le biais de citoyens vers la mi-journée. Les victimes ont été évacués vers la morgue de l'hô-

pital de Miliana, a-t-il souligné, faisant état de l'ouverture d'une enquête par les services de la police scientifique en vue d'élucider les circonstances de cet accident.

"Les victimes du tueur silencieux sont toujours aussi nombreuses en dépit des campagnes de sensibilisation lancées par les services de la Protection civile", a regretté le capitaine Hamdi, redoutant que la situation ne s'exacerbe avec le froid glacial sévissant dans nombre de régions du pays.

EUROPE

Chute de plus de la moitié des émissions de CO2 en 2020

Les émissions de dioxyde de carbone (CO2) produites par le transport aérien ont chuté de plus de moitié en 2020 en Europe, suivant l'effondrement du trafic aérien sur le continent, a annoncé lundi Eurocontrol.

Entre janvier et novembre, les émissions de CO2 ont baissé de 56,7% quand le trafic aérien plongeait de 54%, rapporte l'organisme européen de surveillance du trafic aérien.

Ce dernier a chuté de 55% sur l'ensemble de l'année avec 5 millions de vols au départ ou à l'arrivée d'un aéroport européen, contre 11,1 millions en 2019.

La chute est générale, plus marquée dans des pays comme la Croatie (-73,3%) ou la République tchèque (-70,6%), qu'aux Pays-Bas (-41,7%) ou en Belgique (-30,6%).

En Allemagne, les émissions dues au trafic aérien ont baissé de 52,4%, en France de 55,5%, au Royaume-Uni de 59,4% et en Italie de 64,4%.

La baisse légèrement plus accentuée des émissions par rapport au trafic s'explique notamment par une absence



de congestion du ciel européen depuis la pandémie, permettant des trajectoires de vol plus directes et moins de circuits d'attente au-dessus des aéroports.

Elle est également due à l'écroulement du trafic long courrier, encore plus touché que les vols domestiques ou continentaux. Or ceux-ci

sont les plus émetteurs de CO2. D'une manière générale, plus le vol est long plus il concourt aux émissions, relève Eurocontrol, s'appuyant sur des données de 2019.

Cette année-là, les vols de plus de 1,500 km ont représenté 30% des vols au départ d'un pays européen et 75%

des émissions de CO2, quand les vols inférieurs à 500 km représentaient 24% du trafic et moins de 4% des émissions. Avec une partie de leur flotte clouée au sol, les compagnies aériennes ont également privilégié les avions les plus récents et économes en carburant, donc plus rentables et émettant moins de CO2.

A fin 2020, 4.118 appareils des différentes compagnies aériennes européennes, soit 51% de la flotte, sont restés cloués au sol, selon Eurocontrol.

L'aviation représente entre 2 et 3% des émissions mondiales de dioxyde de carbone (CO2), selon l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), qui met en place cette année la phase pilote de son mécanisme mondial de compensation des émissions de CO2 (Corsia) afin de maîtriser les émissions du secteur.

INDE

Grippe aviaire: abattage de dizaines de milliers de volailles

L'Inde a ordonné l'abattage de dizaines de milliers de volailles alors qu'une forte épidémie de grippe aviaire sévit actuellement dans plusieurs Etats où des milliers d'oiseaux ont déjà été décimés, selon les autorités mardi.

Au moins six Etats indiens ont intensifié leur efforts pour contenir deux souches de grippe aviaire, H5N1 et H5N8, qui menacent les volailles et les oiseaux sauvages.

Les responsables de l'Etat de l'Himachal Pradesh (nord) ont déclaré que des milliers de cadavres d'oiseaux avaient été découvertes la semaine dernière autour d'un lac de l'Himalaya, région où transitent des nuées d'oiseaux migrateurs en hiver.

"Au lac Pong, le bilan fait état de 2.400 oiseaux migrateurs morts la semaine dernière.

Plus de 600 oiseaux sont encore morts lundi", a déclaré Archana Sharma, responsable des réserves naturelles de l'Etat.

Des échantillons ont été envoyés pour analyse à l'Institut national de haute sécurité d'épidémiologie vétérinaire (NIHSAD) qui a confirmé que les oiseaux avaient contracté la grippe aviaire de type H5N1.

La plupart des oiseaux sauvages victimes de la maladie sont des oies tigrées en provenance des hautes montagnes d'Asie centrale qui migrent par milliers vers l'Asie du Sud chaque hiver.

Les autorités locales ont interdit la vente et l'exportation des volailles dans la région et ont intensifié les contrôles afin de tenter de circonscrire la propagation des virus.

Toujours dans le nord, le Penjab est également touché et les autorités de l'Etat de l'Haryana se sont alarmées après la mort mystérieuse de près de 150.000 poulets dans plusieurs élevages du district de Bawala.

Plus de 20 fermes ont déclaré que leurs élevages avaient été décimés par une "maladie inconnue" alors que sont attendus les résultats d'analyses.

Dans l'Etat du Kerala (sud), 35.000 volailles ont été abattues, après la découverte que quelque 12.000 canards étaient morts contaminés par le virus H5N8, une sous-catégorie de grippe aviaire.

Les autorités ont déclaré que l'abattage avait été ordonné dans un rayon d'un kilomètre autour du foyer infectieux afin de prévenir l'extension de l'épidémie.

Près de 600 corbeaux sont morts du H5N8, la semaine dernière au Rajasthan (ouest) où déjà quelque 4.500 corbeaux et hérons ont péri de la grippe aviaire ces derniers mois.

Les responsables du Madhya Pradesh (centre) ont déclaré que 160 corbeaux avaient été retrouvés morts dans la ville d'Indore.

Le H5N8 sévit dans plusieurs pays depuis le début de 2020, y compris au Japon où quelque 150.000 volailles ont été abattues en décembre.

L'Inde a connu des flambées de grippe aviaire ces dernières décennies, dont la plus grave survenue en 2008 avec le virus H5N1, qui lui avait coûté l'abattage de millions de volailles.

TURQUIE

17 arrestations après une manifestation d'étudiants

La police turque a arrêté mardi 17 personnes au lendemain d'une manifestation à Istanbul de centaines d'étudiants de l'université du Bosphore contre la nomination d'un recteur proche du parti du président Recep Tayyip Erdogan.

Des policiers ont effectué des descentes à l'aube dans 13 quartiers de la ville, a indiqué dans un communiqué la

police d'Istanbul, selon laquelle l'opération se poursuit à la recherche de 11 autres suspects. Lundi, un millier de personnes avaient manifesté près du campus de l'Université du Bosphore, pour protester contre la nomination par un décret du président Erdogan de Melih Bulu, 50 ans, à la tête de ce prestigieux établissement public où l'enseignement se fait en anglais et qui a formé

une partie de l'élite du pays. La nomination de cette personnalité extérieure à l'université, qui avait tenté en 2015 de briguer un mandat de député sous les couleurs du Parti de la justice et du développement (AKP) de M. Erdogan, a provoqué un tollé. Outre ses liens avec l'AKP, c'est sa nomination par décret présidentiel qui a provoqué la colère d'étudiants et d'enseignants.

NORVÈGE

Cinq jours après un glissement de terrain, les recherches se poursuivent

Les sauveteurs norvégiens espèrent encore retrouver des survivants dans la localité de Gjerdrum ravagée il y a cinq jours par un glissement de terrain qui a fait sept morts et trois disparus, ont-ils annoncé lundi.

Après une pause dans la nuit afin d'améliorer l'environnement olfactif pour les chiens de sauvetage, les recherches ont repris en début de matinée mais sont restées vaines dans la journée.

"C'est une opération de sauvetage et nous continuons de rechercher des survivants", a déclaré le responsable des opérations, Roger Pettersen, lors d'un point de presse en début de soirée.

Les recherches doivent se poursuivre dans la nuit, a-t-il précisé.

Localité de près de 7.000 habitants à 25 kilomètres au nord-est d'Oslo, Gjerdrum a été le théâtre aux petites heures du 30 décembre d'un glissement de terrain dévastateur qui a emporté neuf bâtiments comprenant une trentaine de logements.

Dans un enchevêtrement de débris, de terre et de neige, les secours ont depuis

retrouvé le corps de sept des dix personnes portées disparues.

Toutes ont été identifiées dont une fillette de deux ans, son père et, depuis lundi, sa mère, enceinte. Le froid hivernal qui s'est installé dans la région, avec des températures approchant les -10 C, amenuise les chances de retrouver des survivants.

"Nous savons que si une personne est coincée sous un bâtiment effondré mais a de l'air, une isolation et à boire, elle peut survivre très longtemps", a fait valoir un responsable des pompiers, Morten Thoresen.

"Il est clair que le froid joue contre nous, c'est un site complexe et nous ne savons pas exactement où se trouvent les disparus", a-t-il ajouté.

Le désastre a aussi fait dix blessés et provoqué l'évacuation de plus d'un millier de personnes, dont certaines ont pu, depuis, regagner leur domicile.

Dans un rare signe de vie, un chien a été retrouvé en bonne santé dans une poche d'air sous les débris d'une maison lundi soir.

"C'est un motif de joie

pour nous et cela nous motive à continuer à travailler dur", a déclaré un autre responsable des pompiers, Goran Syversen.

Le lieu du sinistre, un périmètre d'environ 300 x 700 mètres, a reçu dimanche la visite du roi Harald, visiblement ému, et mercredi de la Première ministre Erna Solberg qui a souligné que le glissement de terrain était

"l'un des plus graves" que son pays ait connus.

La terre qui a glissé est une argile spécifique, présente en Norvège et en Suède, qui peut se fluidifier et s'effondrer rapidement.

Selon la Direction norvégienne des eaux et de l'énergie (NVE), de petits glissements de terrain se poursuivent sur place de manière sporadique.

COLOMBIE

Au moins cinq migrants noyés dans un naufrage, dont une mineure

Au moins cinq migrants, dont une mineure, se sont noyés et 14 autres personnes sont portées disparues après le naufrage de leur embarcation entre la Colombie et le Panama, ont annoncé lundi les autorités locales.

Le maire d'Acandi (nord-ouest), dans le département du Choco, a précisé que "cinq cadavres", dont celui d'une mineure, avaient été récupérés sur le littoral de sa commune, et fait état de 14 disparus.

"Neuf personnes ont été sauvées", a ajouté cet élu, Alexander Murillo, à Blu Radio, sans préciser la nationalité des victimes. Selon la



mairie d'Acandi, deux personnes qui dirigeaient l'embarcation ont

été arrêtées dans le village proche de Capurgana. Le golfe d'Uraba, où s'est produit le naufrage, est l'une des principales routes de transit de migrants en provenance d'Afrique, d'Asie et d'Haïti, qui tentent d'atteindre les Etats-Unis par la mer des Caraïbes, avec des escales en Amérique centrale.

En septembre 2020, près d'une centaine de migrants haïtiens avaient été secourus dans la même zone, après qu'un trafiquant les avait abandonnés en haute mer alors qu'ils tentaient de rejoindre le Panama.

TINDOUF

Plusieurs projets du secteur de la santé à l'étude

Plusieurs projets du secteur de la santé dans la wilaya de Tindouf font l'objet d'études dans le but d'améliorer les prestations sanitaires, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de la santé et de la population (DSP).

Ces projets concernent notamment la réalisation d'un nouvel hôpital de 120 lits, d'un service Mère-Enfant et d'un autre d'hémodialyse, susceptibles d'améliorer la prise en charge des malades et leur épargner les déplacements hors-wilaya pour des motifs de soins, a indiqué le DSP, Abdelhamid Maansar.

Le même responsable a fait état aussi de l'installation, au titre de ce programme, de 24 générateurs électriques, avant de révéler que la DSP entend proposer, avec l'aval des autorités locales, la réalisation d'une école de formation paramédicale pour assurer l'encadrement suffisant des structures de santé de la wilaya en ce type de personnel de santé et y améliorer la formation et les prestations médicales.

S'agissant de la prise en charge des cancéreux, M.Maansar a fait part de la possible réalisation d'un service de chimiothérapie, alors que le traitement par radiothérapie reste pour le moment confié à ux structures spécialisées et que la DSP s'emploie à transférer les malades de la wilaya vers ce type de structures à travers le pays.

Le ministère de tutelle a été sollicité pour l'affectation d'un spécialiste en chimiothérapie à Tindouf qui dispose de moyens médicamenteux nécessaires à ce type de traitement, a fait savoir le même responsable.

EDUCATION - PANDÉMIE
Bouira: distribution de produits de prévention au profit des établissements scolaires

Un lot de produits de désinfection et de protection contre la Covid-19, d'une valeur de près de 6 millions de DA a été distribué au profit des établissements scolaires de Bouira pour lutter davantage contre la propagation de la pandémie, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya.

D'une valeur de près de six millions de dinars, ce nouveau lot de produits est composé de 5,541 bouteilles de désinfectants, plus de 106.000 masques de protection, 2,500 litres d'eau de javel et 120 tenues de protection", a précisé à la presse le chargé de la communication de la wilaya, Mohamed Remini.

L'opération, qui a débuté lundi a ainsi touché 584 établissements, dont 550 écoles primaires, a encore précisé M.Remini, soulignant que ces produits sont destinés pour renforcer les efforts de lutte contre la pandémie à l'effet de protéger les élèves et le staff éducatif.

Au cours de cette opération, le wali de Bouira, M. Lekhal Ayat Abdeslam a instruit les responsables du secteur et ceux de la wilaya de "veiller surtout à la prise en charge des élèves des écoles primaires, notamment en matière de restauration, de chauffage mais aussi du transport".

Le volet relatif aux écoles primaires est l'une des premières priorités du chef de l'exécutif de wilaya, qui suit l'évolution de la situation dans les établissements scolaires", a expliqué le chargé de la communication de la wilaya.

A Bouira, la situation pandémique "est plutôt stable" et le nombre de cas "a beaucoup régressé" ces derniers jours grâce à une vaste campagne de sensibilisation ainsi qu'au dispositif de prévention mis en place et "strictement respecté" à travers les différentes régions de la wilaya, selon un constat de la Direction de la santé et de la population (DSP).

Au sein des écoles primaires, où les mesures barrières sont parfois "ignorées" par les écoliers, les enseignants ainsi que les services de l'administration consentent davantage d'efforts pour faire respecter le protocole sanitaire chez les scolarisés afin d'éviter toute propagation de ce virus.

C O R O N A V I R U S
228 nouveaux cas, 186 guérisons et 5 décès

Deux cent vingt-huit (228) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 186 guérisons et 5 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, mardi à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 100.873 dont 228 nouveaux cas, soit 0,5 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 2782 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 68.185, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. En outre, 22 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures de 1 à 9 cas, 21 wilayas n'ayant enregistré aucun cas, alors que 5 autres ont enregistré plus de 10 cas. Par ailleurs, 29 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Fourar.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

ALGÉRIE - MAURITANIE
La nécessité de renforcer la coopération sanitaire soulignée

L'Algérie et la Mauritanie ont réitéré leur volonté de renforcer la coopération bilatérale, notamment dans le domaine de la Santé, et ce au terme de la visite de travail effectuée lundi par le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid à la tête d'une importante délégation.

Une volonté exprimée lors d'une rencontre ayant réuni le Premier ministre mauritanien, Mohamed Ould Bilal, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, et le ministre délégué auprès du ministre de la Santé, chargé de la Réforme hospitalière, Ismail Mesbah, où il a été question de la signature prochaine d'un accord dans le domaine sanitaire.

Le Pr Benbouzid avait été reçu par son homologue mauritanien, Nedhirou Ould Hamed avec lequel il a évoqué nombre de dossiers relatifs au secteur de la Santé dans les deux pays.

Cette audience a été également l'occasion pour les membres du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie Covid-19 de passer en revue les efforts



déployés par les autorités algérienne pour endiguer la propagation du virus.

Le staff médical mauritanien a exposé, pour sa part, les différentes "entraves" qui se dressent devant les autorités mauritaniennes dans la lutte contre la pandémie, citant en particulier le "manque flagrant" de l'oxygénothérapie.

Exprimant, dans ce cadre, son souhait de réaliser une unité de production de cette matière vitale, le ministre mauritanien a relevé l'importance de recourir à l'Algérie pour l'acquisition de médicaments, avant d'appeler à la création de groupes de travail

qui se chargeront de définir les différents domaines de coopération dans le secteur de la Santé. Le ministre de la Santé mauritanien a également appelé son homologue algérien à "assister son pays" pour la mise en place d'un système de veille et de suivi des épidémies, l'Algérie jouissant d'une expérience leader dans ce domaine. Aussi, a-t-il plaidé pour le renforcement de la coopération algéro-mauritanienne dans le domaine de la réforme hospitalière, la formation et la recherche scientifique, la maintenance en sus de l'échange des données dans le domaine sanitaire. Pour sa

part, le ministre délégué auprès du ministre de la Santé chargé de la Réforme hospitalière, Ismail Mesbah a mis l'accent sur la ressource humaine qui doit être, selon lui, placée au centre des préoccupations sanitaires des deux pays. Affirmant que la ressource humaine est primordiale pour avancer dans tous les domaines, M. Mesbah a assuré que la solidarité entre les deux pays frères se veut le meilleur des engagements pour développer les relations algéro-mauritaniennes.

Le Pr. Benbouzid a fait part de la disposition de l'Algérie à apporter les aides indispensables à ce pays frère dans le domaine de la santé, non seulement dans l'objectif de faire face à la pandémie Covid-19, mais de consolider aussi la coopération à moyen et long termes.

Le ministre de la Santé a effectué lundi une visite de travail d'une journée en Mauritanie à la tête d'une mission médicale de solidarité composée de membres du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du nouveau Coronavirus, en sus de spécialistes et de techniciens, et munie d'aides médicales.

Le ministre mauritanien de la Santé salue les aides médicales algériennes

Le ministre mauritanien de la Santé, Nedhirou Ould Hamed, a salué les aides médicales envoyées, lundi, par l'Algérie, à Nouakchott, exprimant sa gratitude aux dirigeants et au peuple algériens.

Le ministre mauritanien, en recevant à l'aéroport international de Nouakchott de la part de son homologue algérien, le Pr. Abderrahmane Benbouzid, des aides médicales algériennes, a insisté sur "la solidarité et la diversité des relations entre les deux pays, notamment dans le domaine de la santé, en particulier en cette période marquée par la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus".

Dans une déclaration à la presse, M. Ould Hamed a salué les efforts de l'Algérie dans la lutte contre la pandémie du nou-

veau coronavirus, appelant au renforcement de la coopération bilatérale pour faire face "ensemble" à la pandémie, à travers l'intensification des rencontres entre les deux parties et l'échange des vues et des expériences. Le ministre de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, Pr. Abderrahmane Benbouzid, effectuée une visite de travail d'une journée en Mauritanie à la tête d'une mission médicale de solidarité composée de membres du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du nouveau Coronavirus, en sus de spécialistes et de techniciens, et munie d'aides médicales.

Le ministre avait affirmé, dans une déclaration lors de son départ d'Algérie, que "l'Etat a consacré deux avions à cette

opération de solidarité avec le peuple mauritanien frère, le premier pour transporter la délégation ministérielle et le staff médical, et le second, chargé d'aides consistant en des fournitures médicales destinées à la prévention contre la covid-19".

Il a rappelé dans ce sens que cette visite qui intervient en concrétisation de la décision du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'inscrivait dans le cadre "des démarches des deux pays visant la consolidation des relations bilatérales dans divers domaines, en tête desquels le secteur de la santé notamment en cette conjoncture difficile que vit le monde en raison de la propagation du nouveau coronavirus".

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

LA PANDÉMIE DANS LE MONDE

Au moins 1.854.305 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 1.854.305 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi mardi à partir de sources officielles.

Plus de 85.630.080 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 53.615.900 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Les chiffres se fondent sur les bilans communiqués quotidiennement par les autorités sanitaires de chaque pays et ne prennent pas en compte les révisions réalisées a posteriori par des organismes statistiques, comme en Russie, en Espagne et au Royaume-Uni.

Sur la journée de lundi, 8.890 nouveaux décès et 531.524 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 1.679 nouveaux morts, l'Allemagne (944) et le Mexique (544).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en



nombre de morts que de cas, avec 353.628 décès pour 20.823.856 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 196.561 morts et 7.753.752 cas, l'Inde avec 149.850 morts (10.356.844 cas), le Mexique avec 127.757 morts (1.455.219 cas), et

l'Italie avec 75.680 morts (2.166.244 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 170 décès pour 100.000 habitants, suivie par la Slovaquie (139), la Bosnie (126), l'Italie (125), la Macédoine du Nord (122).

L'Europe totalisait mardi à 11h00 GMT 589.554 décès pour 27.373.087 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 513.573 décès (15.806.125 cas), les Etats-Unis et le Canada 369.554 décès (21.431.350 cas), l'Asie 221.882 décès (14.060.034 cas), le Moyen-Orient 90.871 décès (4.074.045 cas), l'Afrique 67.926 décès (2.854.243 cas), et l'Océanie 945 décès (31.202 cas).

Depuis le début de la pandémie, le nombre de tests réalisés a fortement augmenté et les techniques de dépistage et de traçage se sont améliorées, entraînant une hausse des contaminations déclarées.

Le nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du total réel de contaminations, une part importante des cas les moins graves ou asymptomatiques restant toujours non détectée.

AFRIQUE DU SUD

La barre des 30.000 morts franchie

L'Afrique du Sud a franchi la barre des 30.000 morts enregistrés depuis la première détection de la covid-19 dans le pays en mars 2020, a annoncé mardi le ministre de la Santé, Zweli Mkhize.

Un total de 434 décès ont été recensés au cours des dernières 24 heures, portant le bilan national à 30.011 morts, a indiqué M. Mkhize dans un communiqué, notant que la province du Cap Occidental est la plus touchée avec 157 morts. Par ailleurs, a ajouté le ministre, 12.601 nouvelles contaminations ont été confirmées, portant à 1.113.349 le nombre total cas testés positifs à la Covid-19 dans tout le pays.

L'Afrique du Sud a connu durant les dernières semaines une hausse alarmante du nombre des nouvelles infections au coronavirus.

Le ministre de la Santé avait annoncé récemment qu'une équipe sud-africaine de scientifiques en génomique a identifié une nouvelle variante de Covid-19, plus dangereuse et rapidement transmissible, probablement derrière la deuxième vague que connaît actuellement le pays.

Dans ce contexte, l'Afrique du Sud a adopté, à compter de la semaine dernière, un confinement de niveau 3 pour lutter contre la recrudescence des cas positifs de la pandémie dans le pays.

CHINE

Le vaccin chinois efficace contre les variants du Covid (groupe pharmaceutique)

Le premier vaccin chinois officiellement approuvé contre le Covid-19 est efficace contre les nouvelles souches du virus, a assuré mardi l'un de ses concepteurs.

Le vaccin mis au point par le laboratoire public Sinopharm avec sa filiale China National Biotec Group (CNBG) a un taux d'efficacité de 79%, a annoncé la semaine dernière le groupe pharmaceutique, juste avant de recevoir une approbation "sous conditions" pour la mise sur le marché de l'injection.

"La mutation actuelle du virus du Covid-19 n'a pas rendu le vaccin inefficace", a assuré à la télévision nationale le président de CNBG, Yang Xiaoming.

Pékin a annoncé jeudi avoir découvert le nouveau variant d'origine britannique chez une étudiante de retour du Royaume-Uni.

La Chine avait décrété dès le 24 décembre la suspension de ses vols avec ce pays.

Mardi, les autorités chinoises s'efforçaient d'accélérer la vaccination de la population à l'approche de la grande migration du Nouvel an chinois, qui tombe cette année le 12 février.

Ces festivités donnent habituellement lieu à la plus grande migration du monde, lorsque des centaines de millions de travailleurs quittent les grandes villes pour rentrer dans leur famille.

A Shanghai, des soignants recevaient la piqûre cette semaine.

Mais à la différence de ce qui se passe en Europe, les personnes âgées n'étaient pas dans les groupes prioritaires à vacciner, l'inoculation étant réservée aux 18-59 ans.

D'après le quotidien de langue anglaise Global Times, peu de seniors ont été inclus dans les tests cliniques du vaccin, ce qui explique "un recours prudent à la vaccination pour les plus âgés". Sans attendre le feu vert officiel des autorités médicales, la Chine, où la Covid-19 a fait son apparition il y a tout juste un an, a déjà commencé à vacciner des millions de personnes dès l'été dernier, notamment des soignants, des étudiants en partance pour l'étranger ou des diplomates.

Pas moins de 4,5 millions de doses ont ainsi déjà été administrées ces derniers mois, ont indiqué les autorités la semaine dernière.

Si le pays a largement éradiqué l'épidémie depuis le printemps, il a encore signalé lundi comme mardi 33 nouveaux cas de contamination au cours des dernières 24 heures, soit le chiffre le plus élevé depuis près de deux mois.

APS

GRANDE BRETAGNE
Le nouveau confinement en Angleterre en place jusqu'en mars (ministre)

Le nouveau confinement mis en place en Angleterre face à la flambée des contaminations due au nouveau variant du coronavirus ne commencera à être levé qu'à partir de mars, a prévenu mardi un ministre du gouvernement britannique.

"En entrant dans (le mois de) mars, nous devrions pouvoir lever certaines de ces restrictions mais pas nécessairement toutes", a prévenu Michael Gove, chargé de la coordination de l'action du gouvernement, sur la chaîne Sky News.

"Nous ferons tout ce que nous pouvons pour faire en sorte qu'autant de personnes que possible soient vaccinées, de sorte que nous puissions commencer à lever progressivement les restrictions", a-t-il assuré.

Face à la progression alarmante du nouveau variant du virus, de 50 à 70% plus contagieux selon les scientifiques

britanniques, et au risque de submersion du système de santé, le Premier ministre Boris Johnson a étendu le confinement déjà appliqué aux trois quarts de la population anglaise à l'ensemble de la province et l'a durci.

Les écoles, laissées jusqu'à présent ouvertes, ont fermé.

D'ici mi-février, les autorités espèrent avoir vacciné toutes les personnes de plus de 70 ans ainsi que les soignants, soit environ 13 millions de personnes parmi les plus à risque, grâce à une accélération de la campagne de vaccination commencée le 8 décembre et désormais menée avec deux vaccins, le Pfizer/BioNTech et l'AstraZeneca/Oxford.

"Plus le programme de vaccination sera efficace (...), plus il sera facile de lever ces restrictions", a insisté le ministre, annonçant "des semaines très, très

difficiles à venir". Légalement, le confinement doit entrer en vigueur dès mercredi à 00h01 locales et GMT, mais Boris Johnson a appelé la population à suivre les règles immédiatement.

Le Parlement en débattra mercredi.

La population n'est autorisée à sortir que pour des raisons essentielles, comme faire des courses ou pour des raisons médicales.

Comme lors du premier confinement au printemps et contrairement au deuxième en novembre, les écoles ont fermé et sont passées à l'enseignement à distance dès mardi. Avec plus de 75.000 morts, le Royaume-Uni est l'un des pays d'Europe les plus endeuillés par la Covid-19 et la tendance s'est aggravée ces dernières semaines.

Le bilan des contaminations publié chaque jour dépasse les 50.000, et tutoyait même les 59.000 lundi.

VACCIN

L'Australie ne veut pas vacciner de manière "précipitée"

En dépit d'une pression de plus en plus forte visant à accélérer la campagne de vaccination en Australie, le Premier ministre Scott Morrison a déclaré mardi ne pas vouloir prendre de "risques inutiles".

Alors que de nombreux pays ont commencé à vacciner, l'autorité australienne en charge de la réglementation pharmaceutique ne devrait pas se prononcer sur les candidats vaccins avant environ un mois et les premières doses ne devraient pas être administrées avant la fin mars.

M. Morrison, qui au début de la pandémie affirmait que l'Australie serait un "chef de file" en matière de vaccination, a laissé entendre que les pays les plus frappés par le virus, comme la Grande-Bretagne, avaient été contraints de délivrer les autorisations en urgence.

"L'Australie n'est pas dans une situation d'urgence comme le Royaume-Uni.

Nous n'avons pas à lésiner sur les mesures. Nous n'avons pas à prendre de



risques inutiles", a déclaré le dirigeant conservateur à la radio 13AW.

Dans son ensemble, l'Australie a plutôt bien réussi à contenir la pandémie mais des foyers épidémiques sont récemment apparus dans les deux plus grandes villes du pays, Sydney et

Melbourne. Environ 26 personnes, porteurs du coronavirus, sont actuellement hospitalisées. Selon M. Morrison, avec près de 60.000 nouvelles contaminations par jour, la Grande-Bretagne est "dans les toutes premières phases" du déploiement du vaccin et a "rencontré quelques problèmes (car) ils le font en urgence".

"Ils ne testent pas les lots de vaccins avant leur diffusion auprès de la population, si j'ai bien compris", a déclaré le Premier ministre, soulignant que l'Australie procéderait à ce type de tests.

Il a indiqué que les campagnes de vaccination de masse en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et ailleurs dans le monde permettraient de fournir à l'Australie plus de données concernant l'innocuité des vaccins que les essais cliniques.

L'Australie, qui compte quelque 25 millions d'habitants a prévu d'acheter près de 54 millions de doses du vaccin anti-Covid.

PUNAISES DE LIT QUE FAIRE ? COMMENT S'EN DÉBARRASSER ?

Les interventions de professionnels pour débarrasser les logements des punaises de lit ont augmenté de 76% sur l'ensemble du territoire en 2020. Retrouvez les conseils du Dr Pascal Delaunay, parasitologue au Centre hospitalier de Nice, pour les identifier et vous en débarrasser.

Comment savoir si l'on a des punaises de lit ?

L'invasion de punaises de lit est en nette recrudescence en France : les interventions des spécialistes avaient déjà augmenté de 30% entre 2018 et 2019 et ont fait un bond de 76% entre 2019 et 2020. Et aucune région n'est épargnée, même si les zones touristiques sont les plus touchées en raison de l'important turnover des personnes hébergées, ce qui accroît le risque d'en ramener dans sa valise ou son pyjama.

Les amateurs de brocantes ont aussi intérêt à se méfier, car ces bestioles — qui peuvent rester à jeun plus d'un an et demi — se réfugient dans les meubles en bois comme dans les vêtements. « Les punaises de lit peuvent rester des mois sans se nourrir donc quand tout rouvrira une fois la crise sanitaire passée, il faudra s'attendre à un pic d'infestations », prévient Stéphane Bras, porte-parole du syndicat des désinsectiseurs.

Vrai fléau, les punaises de lit ne piquent que la nuit et se cachent le reste du temps. « Inutile de s'affecter pour autant, tempère le Dr Pascal Delaunay, parasitologue-entomologiste au CHU de Nice. Si vous n'êtes pas piqués la nuit, c'est que vous n'avez pas de punaises de lit chez vous ! Et si vous l'êtes, il y a bien d'autres explications : les moustiques, mais aussi les puces. »

En revanche, si ça dure, si le nombre de piqûres sur les parties découvertes augmente sans raison apparente, il est temps de se transformer en détective.

COMMENT IDENTIFIER LES PUNAISES DE LIT ?

Les punaises de lit sont visibles à l'œil nu et sont généralement brunes, elles ne sautent pas et ne volent pas. « Dans l'idéal, précise notre spécialiste, il faudrait arriver à en attraper au moins une pour la faire identifier par un spécialiste, un entomologiste de préférence. Le cas échéant par un pharmacien ou un généraliste, s'ils s'y connaissent. Le problème, c'est qu'elles sont surtout actives la nuit et qu'elles fuient la lumière. Ce qui explique que leurs caches soient difficiles à trouver. »

Toutefois, certains signes peuvent indiquer la zone où elles se dissimulent. En particulier, la présence de taches noires plus ou moins pâteuses correspondant à leurs déjections, parfois accompagnées de taches de sang sur les draps. Si une personne est piquée sur un seul bras, les recherches seront menées de préférence à proximité.

La chambre est leur pièce préférée, elle s'y cache préférentiellement : dans les matelas et sommiers dans les raccords de papier peint, sous les meubles, dans les plinthes, sous les prises électriques...

dans les fissures et les fentes du parquet dans les canapés, sous les tapis

QUEL INSECTICIDE CONTRE LES PUNAISES DE LIT ?

Plus l'infestation est importante, plus les



punaises de lit se déplacent dans les autres pièces de la maison et dans d'autres logements. Elles peuvent s'introduire partout, y compris à votre logement est propre. Il est possible de mener la lutte seul. Mais inutile de partir bille en tête, armé d'une bombe insecticide : cela ne servirait à rien. Il faut savoir où pulvériser le produit. Le mieux est de se faire conseiller par un spécialiste. De rares entomologistes se déplacent à domicile.

Tout d'abord, il faut mettre l'insecticide au bon endroit. Idéalement là où elles se cachent et, de toute façon, sur certains lieux stratégiques : cadre et pieds de lit, plinthes, pourtour des fenêtres et des portes... Si elles ne sont pas tuées directement, elles le seront au cours des nuits suivantes si elles entrent en contact avec le produit.

Il faut utiliser une formule contre les insectes rampants (type anticiard), qui adhère aux supports et qui reste active plusieurs jours. L'application doit être renouvelée deux fois par semaine, pendant trois semaines d'affilée. Les insecticides type fumigènes, à verser dans toute la pièce, ne servent à rien. Quant aux appareils de nettoyage à vapeur d'eau, ils sont efficaces s'ils touchent les punaises. Ce qui est loin d'être évident.

COMMENT S'EN DÉBARRASSER AVEC UN DÉSINSECTEUR ?

« Si les entreprises de désinsectisation n'ont pas toujours eu fait de la conduite à tenir il y a dix ans, ce n'est plus le cas aujourd'hui », souligne le Dr Delaunay. Elles interviennent deux fois à quinze jours

d'intervalle afin d'éliminer les punaises qui n'auraient pas été tuées au stade d'œufs lors du premier passage. »

Pour que cette action soit efficace, les lieux doivent être préparés. Il faut donc ranger et nettoyer les pièces concernées. En pratique : débarrasser les meubles susceptibles d'être infestés (tables de chevet...) du linge qu'ils contiennent et retirer la literie. Puis laver à 60°C pour ne pas contaminer le reste de la maison.

Faire appel à des entreprises spécialisées dans la détection (notamment celles ayant recours à des chiens renifleurs) :

Vérifier que l'entreprise est en possession du certificat Certibiocide délivré par le ministère de la Transition écologique et solidaire depuis moins de 5 ans.

CONGÉLATION CONTRE LES PUNAISES DE LIT : EFFICACE ?

Attention, c'est à vous de le faire : ces sociétés ne sont pas des entreprises de démantèlement ! Pour éviter toute recontamination, jetez le sac de l'aspirateur dans un sac plastique fermé. L'embout, lui, doit être décontaminé par une pulvérisation d'insecticide (aspirateur éteint et débranché).

Quelle température ? Plusieurs autres méthodes de lutte non chimiques peuvent compléter la pulvérisation d'insecticide. Il s'agit de la congélation (pour les pulls, par exemple) à -20°C, pendant quarante-huit heures au moins. Pour être véritablement efficace, le lavage à la machine doit être pratiqué à plus de 60°C, pour être passé au sèche-linge. Quant aux couvertures et effets qui ne

supportent pas la chaleur, on les porte au pressing. Enfin, recourez des matelas et des tissus d'ameublement peuvent être décontaminés avec un nettoyage à vapeur.

Pour vous débarrasser vous-même des punaises de lit, appliquez ces conseils :

Lavage en machine à plus de 60°C pour éliminer les adultes et les œufs. Les vêtements ainsi lavés doivent être conservés dans des sacs plastiques scellés jusqu'à la fin de l'infestation.

Séchage au sèche-linge (en chaud au moins 30 minutes).

Nettoyage vapeur à haute température, à 120°C, afin de détruire tous les stades de punaises de lits au niveau des recoins ou des tissus d'ameublement.

Congélation du linge ou de petits objets à -20°C, 72 h au minimum.

Aspiration (avec l'embout fin de l'aspirateur) des œufs, jeunes et adultes mis en évidence. Attention, l'aspirateur ne tue pas l'insecte, il peut donc ressortir. Aussi, il faut l'emballer dans un sachet plastique et le jeter dans une poubelle extérieure. Enfin, il ne faut pas oublier de nettoyer le conduit de l'aspirateur à l'eau savonneuse ou avec un produit de nettoyage domestique.

Suppression de l'ameublement infesté : elle n'est pas obligatoire mais elle permet de ne pas contaminer d'autres sites. Les matelas ou meubles contaminés ne doivent bien sûr pas être vendus, ni déposés dans la rue, mais les amener en décharge.

COMMENT SOIGNER LES PIQÛRES DE PUNAISES DE LIT ?

D'une durée de vie de 5 à 6 mois, les punaises de lit se nourrissent de sang humain et peuvent piquer jusqu'à 90 fois en une seule nuit, provoquant des démangeaisons parfois insupportables. Il est donc important d'intervenir rapidement, afin d'éviter au maximum l'étendue de l'infestation.

Les piqûres ressemblent à des piqûres de moustique et surviennent la nuit, quand les punaises de lit sont actives. Ces piqûres peuvent se regrouper par 3 ou 4 sur la peau, parfois en ligne, et sont généralement situées sur les parties découvertes du corps (visage, mains, bras, dos, jambes).

Elles ne transmettent pas de maladie mais peuvent causer des démangeaisons importantes voire des réactions allergiques (urticaire). Les démangeaisons peuvent durer de quelques jours à deux semaines, mais il n'y a aucun risque infectieux. Le fait d'être piqué chaque nuit par un insecte invisible peut simplement être très anxiogène et provoquer des troubles du sommeil voire de la dépression.

Quelle réaction avoir ? Pas d'inquiétude, il n'y a pas de risque pour votre santé : les piqûres de punaises de lits disparaissent naturellement sous les dix jours et ne nécessitent pas de soins particuliers. Nettoyez-vous la peau et essayez de ne pas vous gratter pour éviter toute sur-infection. Néanmoins, si vous souffrez de démangeaisons persistantes, consultez votre médecin qui pourra vous prescrire une crème pour vous soulager.

nvier 2021

Les punaises de lit aiment le linge sale...

Une nouvelle étude de l'Université de Sheffield au Royaume-Uni a montré que les punaises de lit sont attirées par la lessive sale, qui pourrait être leur méthode d'«auto-stop» entre les pays.

Les punaises de lit aiment se relaxer dans le linge sale et utilisent les valises comme moyen de transport pour voyager entre les pays, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Scientific Reports*. Bien qu'elles ne soient pas connues pour transmettre des maladies, les punaises (Cimex lectularius) peuvent provoquer des picotements et causer des réactions allergiques. Contrairement aux tiques ou aux poux, les punaises ne sont pas des voyageuses. Alors, comment se déplacent-elles et comment ont-elles envahi les États-Unis et une partie de l'Europe ?

LES VALISES POUR FAIRE DE L'AUTO-STOP

«Pour moi, l'auto-stop semblait être la meilleure explication», explique William Hentley, un entomologiste de l'Université de Sheffield au Royaume-Uni, auteur de l'étude. «Cela m'a conduit à comprendre comment elles sont attirées par nos vêtements et l'odeur des humains et comment elles voyagent».

Les chercheurs ont mené des expériences dans deux salles d'expériences à des températures contrôlées dans lesquelles quatre sacs ont été placés en présence de punaises de lit.

Deux contenaient des vêtements souillés et les autres étaient propres. Dans chaque test, une punaise a reçu une augmentation de la concentration de CO₂ pour simuler la respiration humaine.

Les résultats de l'étude ont montré qu'en l'absence d'un hôte humain, les punaises étaient deux fois plus susceptibles de se loger dans les sacs contenant des vêtements souillés que dans les propres. Les résultats suggèrent que les insectes sont attirés par l'odeur corporelle résiduelle dans un linge sale, de sorte que les vêtements usés laissés dans une valise ouverte ou au sol d'une pièce infestée peuvent les attirer.

«Nous avons établi qu'en l'absence de leur hôte humain, les punaises de lit quittent leur refuge et se rassemblent dans les sacs contenant des vêtements souillés», a expliqué William Hentley de l'Université de Sheffield au Royaume-Uni, co-auteur de l'étude.

ÉVITER DE LAISSER DES VÊTEMENTS SALES DANS UNE CHAMBRE

Les punaises de lit constituent un énorme problème pour les hôtels, en particulier dans certaines des villes les plus fréquentées du monde. Une fois que les chambres sont infestées, elles peuvent être très difficiles à nettoyer.

«Notre étude suggère que le fait de garder un linge sale dans un sac en particulier dans une chambre d'hôtel, pourrait réduire les chances que les gens transportent des punaises et permettrait de réduire la propagation des infestations», a conseillé le Dr William Hentley,

PUNAISES DE LIT : BEAUTÔT UN PIÈGE ?

Des chercheurs canadiens ont mis au point un piège à punaises de lit, un insecte peu apprécié par ses hôtes !

Les punaises de lit auraient dû se méfier des bras accueillants de Régine Gries ! Cette biologiste canadienne de l'Université Simon Fraser les a sacrifiées afin de trouver un mode d'éradication de ces nuisibles. Après 5 ans de piqûres, elle a enfin mis en place un piège à punaises. Le monde entier se réjouit de cette nouvelle. Petites, noires, vilaines et bouilliques, elles logent dans les tapis, les vêtements et les lits. Angoisse urinaire par excellence, les punaises de lit semblent indestructibles et font des ravages à coup de piqûres urticantes. Heureusement la science semble avoir trouvé le piège parfait pour les éloigner de leurs victimes potentielles.

Les chercheurs de l'Université Simon Fraser, en Colombie-Britannique (Canada) ont mené une étude de grande ampleur pour comprendre le fonctionnement des punaises de lit et surtout mieux les détruire. Pendant 5 ans, les scientifiques ont offert leurs bras à la science. Régine Gries biologiste a nourri des milliers de punaises de lit pour mettre en place le piège parfait pour les exterminer. Pour la cause, la chercheuse s'est tout de même fait piquer 180 000 fois ! Les scientifiques ont analysé la



manière de vivre de ces insectes et surtout pourquoi et comment elles choisissaient leurs victimes. Ils ont constaté que 3 phéromones étaient impliquées dans les attaques de punaises. Ils ont créé un piège qui diffusait ces phéromones. Les punaises de lit, petites, adultes, repues ou affamées se sont toutes précipitées

dans la zone à risque. Une fois attirée, le piège diffusait une substance chimique qui les « emprisonnait » loin des victimes.

PRÉVENIR PLUTÔT QU'ON GUÉRIT

Ce piège permet plutôt de prévenir l'infection de punaises de lit que de traiter la zone une

fois qu'il est trop tard. «Ce piège va aider des milliers d'hôteliers et de propriétaires à savoir s'ils ont des problèmes de punaises de lit pour les traiter le plus tôt possible», écrit l'un des chercheurs sur le site de l'Université. Il permet aussi de tester l'efficacité des traitements». A noter que ce piège ne fonctionne pas sur les œufs.

CHAUFFER SES BAGAGES POUR ÉLIMINER LES PUNAISES DE LIT

Exposer ses valises à des températures élevées permettrait d'éliminer les punaises de lit, pour ne pas risquer de les ramener chez soi au retour des vacances. Les punaises de lit ne se cachent pas que dans les lits...

Elles peuvent s'immiscer dans vos valises lorsque vous les déposez dans les transports en commun ou dans votre chambre d'hôtel. Comment s'assurer alors de rentrer de vacances sans invités surprises dans vos bagages ? En les chauffant, selon une étude du docteur Catherine London, spécialiste en écologie et en biologie évolutive de l'université de Californie (Etats-Unis), publiée dans la revue *Pest Management Science*.

CHAUFFER LES VALISES PLUTÔT QU'ON LES ASPERGER D'INSECTICIDES

La biologiste a exposé 250 punaises de lit placées sur des bagages à un environnement dont la température oscillait entre 70 et 75 °C. En seulement six minutes, tous ces petits insectes étaient tués, même ceux qui s'étaient cachés dans les recoins des valises. Autre observation : pendant l'expérience de chauffage, seule une punaise de lit sur les 250 présentes a réussi à s'introduire dans la valise, contre 3% d'entre elles à température ambiante (soit 5 punaises sur un total de 170).

«La chaleur constitue une réelle méthode de contrôle des punaises de lit car c'est efficace et sans danger pour l'environnement, mais la chaleur peut mettre du temps à pénétrer un meuble ou une valise», explique le docteur London dans un communiqué de l'éditeur scientifique Wiley-Blackwell. «Les punaises de lit localisées à l'extérieur des bagages sont contraintes à la périphérie et sont donc plus



vulnérables à une exposition rapide à la chaleur» poursuit-elle. Le chauffage pourrait donc dans cette situation représenter une bonne alternative aux insecticides, nocifs pour l'environnement et auxquels certaines punaises de lit sont devenues résistantes.

GARE AUX BOUTONS ET AUX DÉMANGEAISONS

Les punaises de lit mesurent quelques

millimètres et sont donc visibles à l'œil nu. Si elles ne véhiculent pas de maladies, elles provoquent tout de même des petits boutons et des démangeaisons.

Pire, la difficulté de les éradiquer et la peur de se faire grignoter toute la nuit peut vite tourner au cauchemar. En avril dernier, une étude préconisait d'utiliser des draps jaunes ou verts plutôt que rouges ou noirs pour faire fuir ce petit parasite.

CENTRAFRIQUE

Présidentielle : le gouvernement craint d'éventuels troubles après la proclamation des résultats provisoires

Le gouvernement de la République centrafricaine (RCA) prendra des mesures pour faire face à des troubles susceptibles d'être lancés par les groupes armés à l'issue de la proclamation des résultats provisoires de la présidentielle, a déclaré lundi le ministre centrafricain de la Sécurité publique, Henri Wanzet Linguissara.

Le ministre centrafricain a signalé une préoccupation générale dans le pays suite à des récentes attaques menées par les rebelles qui avaient juré de "marcher sur Bangui", la capitale. Pour rassurer les populations, il a affirmé que de nouvelles mesures seront prises avec le concours des partenaires bilatéraux dans le but de contrer les troubles des rebelles. Les rebelles, réunis dans une nouvelle alliance dénommée la Coalition des patriotes pour le changement, se positionnent contre le pouvoir de Faustin-Archange Touadéra, qui vient d'être réélu président avec 53,92% des suffrages exprimés, selon les résultats provisoires annoncés lundi par l'Autorité nationale des élections (ANE).

M. Linguissara a ainsi exhorté les populations à collaborer avec les forces légales, en fournissant des informations sur les positions et actions des éléments rebelles.

Avant la déclaration, M. Linguissara a tenu lundi une visioconférence avec tous les seize préfets de la RCA pour évaluer la situation sécuritaire sur l'ensemble du territoire national après la proclamation des résultats provisoires.

Une enquête judiciaire ouverte contre Bozizé pour "rébellion"

Une enquête a été ouverte en Centrafrique pour "rébellion" contre l'ex-président François Bozizé, accusé de mener une "tentative de coup d'Etat" à l'occasion de l'élection présidentielle du 27 décembre, a annoncé le parquet.

"Une enquête judiciaire est ouverte" contre l'ex-chef de l'Etat renversé en 2013 et dont la candidature au scrutin avait été invalidée, "par rapport aux faits de déstabilisations et de rébellions en cours", a précisé le procureur de la République de Bangui, Laurent Lengande, dans un communiqué.

M. Bozizé était rentré en Centrafrique un an avant les élections présidentielle et législatives du 27 décembre, malgré des poursuites pour "assassinats" et "tortures" sous ses 10 années à la tête du pays (2003-2013).

Sa candidature à la présidentielle a été invalidée le 3 décembre par la Cour constitutionnelle au motif notamment qu'il était sous le coup de sanctions de l'ONU pour soutien présumé à des groupes accusés par les Nations unies de "crimes de guerre" et "crimes contre l'humanité" en 2013 à 2015, au paroxysme d'une guerre civile.

Il avait accepté son invalidation le 15 décembre mais avait été accusé quatre jours plus tard par le gouvernement du président Faustin Archange Touadéra, favori du scrutin pour un second mandat, de "tentative de coup d'Etat" à la tête d'une coalition de rebelles qui venaient d'annoncer vouloir s'emparer "de tout le territoire" et contestaient la tenue des élections. Le 20 décembre, le parti de Bozizé avait démenti la "tentative de coup d'Etat" mais l'ex-président avait finalement annoncé, le 27, le jour des scrutins, qu'il soutenait la cause de la rébellion et appelé à boycotter les urnes. Plus de deux semaines après l'annonce de leur offensive, les groupes armés, qui contrôlaient déjà deux tiers de la Centrafrique, n'ont quasiment pas gagné de terrain face au déploiement des forces de sécurité, des Casques bleus de l'ONU et de centaines de renforts "lourdement équipés".

APS

MALI

Des frappes aériennes inconnues auraient fait une centaine de morts dans le centre du Mali (témoins et médias)

Des frappes aériennes auraient causé la mort d'une centaine de civils à Bounti de la région de Mopti, dans le centre du Mali, dans la nuit du dimanche à lundi, ont indiqué lundi des médias locaux et des élus de la zone.

Selon l'agence Chine nouvelle, cet "incident" a été confirmé par plusieurs sources sécuritaires ainsi que par des chefs communautaires locaux qui n'ont pas précisé le nombre de morts.

Ils ont néanmoins précisé que des convives d'un mariage ont été tués.

Selon le maire de la localité, Adama Griaba joint au téléphone par Studio Tamani, ces frappes ont été effectuées nuitamment par un hélicoptère non identifié.

Pour l'instant, le mobile de cet incident reste méconnu de la population et les blessés ont été acheminés vers le district sanitaire de Douentza, a-t-il ajouté.



Guterres évoque une situation sécuritaire "instable" dans le nord et le centre du Mali

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'est déclaré préoccupé par la situation sécuritaire "instable" dans le centre et le nord du Mali, dans un rapport trimestriel récemment remis au Conseil de sécurité.

Au cours des trois derniers mois, "la situation en matière de sécurité a continué de se détériorer (...) en particulier dans le Centre", relève Antonio Guterres dans son rapport.

"Dans le Nord, les groupes extrémistes violents sont restés actifs", ajoute-t-il.

"J'exhorte les milices, les mouvements extrémistes violents et les autres groupes armés à cesser immédiatement la violence et les activités de déstabilisation", affirme-t-il.

Le secrétaire général de l'ONU déplore en particulier "l'absence de progrès significatifs" dans les enquêtes menées sur les attaques ayant visé des Casques bleus.

"Les crimes contre les soldats de la paix qui contribuent aux efforts de stabilisation de la situation au Mali, dans un contexte sécuritaire très difficile, ne doivent pas être impunis", insiste-t-il. Paradoxalement, il note au cours de cette période "une réduction du nombre d'attaques contre les civils" due, a-t-il indiqué, à "une diminution de la mobilité pendant la saison des pluies, à l'augmentation du rythme des opérations



de la Minusma (force de Casques bleus), et à une série d'efforts de médiation locaux appuyés par la Mission" de l'ONU. La Minusma compte actuellement environ 14.500 militaires et policiers déployés au Mali.

NIGER

Ferme condamnation des attaques meurtrières par l'ONU

Le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a fermement condamné, les attaques meurtrières perpétrées samedi contre deux villages de l'ouest du Niger.

Par la voix de son porte-parole, le SG de l'ONU s'est dit lundi "convaincu que les autorités nigériennes ne ménageront aucun effort

pour identifier et traduire rapidement en justice les auteurs de cet acte odieux tout en renforçant la protection des civils".

"Le Secrétaire général réaffirme la solidarité et le soutien des Nations Unies au gouvernement et au peuple du Niger dans leur lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent et le crime

organisé", a ajouté le porte-parole. Des individus armés non identifiés ont attaqué les villages de Tchombangou et de Zaroumbareye situés dans la région de Tillabéri, à environ 120 kilomètres au nord de la capitale Niamey et près de la frontière avec le Mali et le Burkina Faso. Selon des médias, Almou Hassane, le

maire de Tondikiwindi, commune qui administre ces deux villages, a fait état d'au moins 100 morts dans ces deux attaques. Le Niger a décrété trois jours de deuil national et va renforcer le dispositif sécuritaire après cette attaque terroriste, a affirmé lundi le ministre nigérien de l'Intérieur, Alkache Alhada.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

22 morts dans une attaque rebelle à Beni

Au moins 22 civils ont été tués dans la nuit de lundi à mardi dans une nouvelle attaque attribuée au groupe armé Forces démocratiques alliés (ADF), à Mwenda, un village du territoire de Beni, dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), selon les autorités.

"Lundi vers 19h GMT, des rebelles ADF ont attaqué le village de Mwenda, tuant à la machette 22 civils", a indiqué l'administrateur du territoire de Beni, Donat Kibwana, précisant que le bilan est "très provisoire". Fulbert Kasairo,

un fonctionnaire local a déclaré qu'en plus des morts, "une dizaine" d'autres villageois ont été enlevés par les assaillants "afin de transporter des biens volés" dans d'autres localités.

Les attaques de l'ADF, constitué des rebelles ougandais installés dans l'Est congolais depuis 1995, sont chroniques dans le territoire de Beni depuis 2014.

Lundi, les autorités ont affirmé avoir découvert 21 corps "en état de décomposition" dans les localités de Loselose et Loulo dans la même région

après un passage des rebelles. L'ADF est accusé d'avoir tué des milliers de civils depuis octobre 2014 dans la région de Beni. Selon la société civile et du territoire de Beni, le groupe armé se venge depuis novembre 2019 sur les civils de l'offensive lancée par l'armée congolaise contre leurs bases dans la forêt et la jungle autour de Beni. Depuis quelques années, le recrutement de l'ADF s'est élargi à d'autres nationalités jusque dans les rangs des populations congolaises avec qui ils vivent.

ESPAGNE

L'Espagne dément tout transfert d'une base militaire américaine d'Espagne vers les territoires sahraouis occupés

La ministre espagnole des Affaires étrangères, Arancha Gonzalez Laya, a assuré lundi que la base militaire américaine de Rota dans la ville espagnole de Cadix "n'est pas en danger" suite aux informations ayant circulé sur un éventuel "accord" entre le Maroc et Washington pour son transfert vers les territoires sahraouis occupés.

Selon des médias concordants, "Washington et Rabat sont parvenus à un accord de principe pour le transfert de la base militaire de Rota" vers les territoires sahraouis occupés, après le troc entre les deux parties et la reconnaissance par le président américain sortant, Donald Trump, de la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental. Dans une interview accordée à Canal

Sur Radio, citée par l'agence de presse espagnole Europa Press, Mme Arancha Laya a assuré qu'"il n'y a pas lieu de s'inquiéter" pour l'avenir de la base.

La cheffe de la diplomatie espagnole a affirmé, selon la même source, que les relations entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Espagne en ce qui concerne la base militaire de Rota sont "très étroites et harmonieuses".



41^e SOMMET DES DIRIGEANTS DES PAYS DU GOLFE La crise avec le Qatar au menu

Les dirigeants du Golfe se retrouvent mardi en Arabie Saoudite pour un sommet, au lendemain de l'annonce de la réouverture par Ryadh de ses frontières avec le Qatar, un signe prometteur de réconciliation entre Doha et plusieurs de ses voisins qui le boycottent depuis 2017.

L'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis (EAU) et Bahreïn, rejoints par l'Egypte, avaient rompu en juin 2017 toutes relations commerciales et diplomatiques avec le Qatar, et imposé un embargo à ce pays du Golfe, l'accusant entre autres, de soutenir le terrorisme. Doha a toujours nié toutes les accusations, se disant "victime d'un blocus" et d'une "atteinte à leur souveraineté".

Après trois ans et demi de boycott et de messages hostiles interposés, le Koweït, en médiateur du Golfe, a révélé lundi que l'Arabie saoudite, avait accepté de rouvrir au Qatar son espace aérien et ses frontières terrestres et maritimes. Cette annonce est intervenue à la veille du 41^e sommet des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) en Arabie saoudite, lors duquel pourrait être scellée une réconciliation entre Ryadh, ainsi que d'autres pays, et le

Qatar. Symbole du rapprochement en cours, l'émir du Qatar, cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, est arrivé mardi à al-Ula, dans le nord-ouest de l'Arabie saoudite, pour participer à son premier sommet du CCG depuis 2017. L'émir du Koweït, le cheikh Nawaf Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah s'est récemment dit "optimiste" sur le sommet du Golfe. Il avait fait ces remarques lors de sa rencontre avec le ministre koweïtien des Affaires étrangères, le cheikh Ahmad Nasser Al-Mohammed Al-Sabah, qui avait récemment effectué une tournée dans les pays du Golfe.

Il avait également déclaré que le sommet rassemblerait les dirigeants des pays du CCG et "renforcerait leur fraternité et leur solidarité face aux défis de la région". Le Koweït a récemment annoncé que les efforts qu'il avait déployés pendant plusieurs années, avec le soutien des Etats-Unis, pour mettre fin à la crise du Golfe, avaient débouché sur des résultats tangibles.

Le CCG est né il y a 40 ans avec l'ambition de rapprocher politiquement, économiquement et militairement ses membres, l'Arabie saoudite, le Bahreïn, les Emirats

arabes unis, le Qatar, Oman et le Koweït. Le rapprochement paraît commencer par l'Arabie saoudite et le Qatar mais "les autres les rejoindront, même si c'est plus tard", présage toutefois Bader al-Saif, professeur adjoint d'histoire à l'université du Koweït. "Tout pas vers la réconciliation est mieux que rien du tout. Le Conseil de coopération du Golfe a besoin d'une réinitialisation majeure et peut offrir beaucoup plus qu'il ne l'a fait", dit-il sur Twitter.

Pour l'instant, la réconciliation s'avère être "essentiellement diplomatique", estime Tobias Borck, du centre de réflexion Royal United Services Institute.

Selon plusieurs observateurs, les Etats-Unis ont intensifié la pression sur leurs partenaires du Golfe pour résoudre la crise avec le Qatar. Le but pour Washington: isoler davantage l'Iran, alors que le rideau tombe sur la présidence de Donald Trump. Jared Kushner, son gendre et conseiller, a fait la navette dans la région pour chercher un accord et assistera en personne à la signature mardi de cette "percée", a déclaré lundi un responsable.

AFGHANISTAN Reprise des pourparlers de paix dans un contexte de recrudescence des violences

De nouveaux pourparlers de paix entre le gouvernement afghan et les talibans commencent mardi à Doha, au Qatar, dans un contexte de recrudescence des violences dans ce pays en conflit depuis 20 ans.

La capitale Kaboul et plusieurs provinces afghanes sont en proie à une recrudescence des violences, en dépit des négociations entre les deux camps, en cours depuis septembre à Doha. Ces négociations de Doha, se concentreront, selon plusieurs sources, sur la réduction de la violence et un cessez-le-feu permanent dans ce pays. Elles visent, également, à parvenir à la création d'"une feuille de route politique" pour la formation d'un futur gouvernement d'unité nationale ou de transition.

Les talibans revendiquent, aussi, la libération de prisonniers, dont plus de 5.000 insurgés ont été libérés par le président Ashraf Ghani septembre dernier. Suspendues à la mi-décembre, ces pourparlers des-

tinés à mettre fin à près de 20 ans de conflit reprennent sur la base de l'accord conclu entre les talibans et les Etats-Unis en février 2020, selon lequel les Américains devraient retirer toutes leurs troupes d'ici mai 2021.

Le gouvernement afghan et les talibans attendent de voir si le président américain élu Joe Biden respectera le calendrier de retrait des troupes ou tentera de renégocier l'accord signé en février, selon des observateurs.

À la veille de la reprise de ces négociations au Qatar, le représentant spécial des Etats-Unis pour la réconciliation en Afghanistan, Zalmay Khalilzad, a rencontré le chef de l'armée pakistanaise, Qamar Javed Bajwa.

Ils ont discuté du processus de paix en Afghanistan, selon l'armée pakistanaise.

M. Khalilzad a discuté avec le chef de l'armée pakistanaise et d'autres responsables militaires de questions d'intérêts communs, notamment la situation globale de la sécurité régio-

nale, avec une référence particulière au processus de réconciliation afghan en cours.

"Tous deux ont réaffirmé leur engagement envers l'objectif commun de paix et de stabilité dans la région et se sont mis d'accord sur un engagement continu à plusieurs niveaux", indique un communiqué de l'armée pakistanaise.

Recrudescence des violences dans le pays

L'Afghanistan a été le théâtre ces dernières semaines d'une série d'assassinats ciblés de personnalités, dont des membres des médias, hommes politiques et défenseurs des droits humains.

Les talibans ont mené des attaques quasi-quotidiennes contre les forces gouvernementales.

En 2020, les talibans ont perpétré plus de 18.000 attaques, selon le chef des renseignements afghans, Ahmad Zia Siraj. Et selon la Mission d'aide des Nations

unies en Afghanistan, au cours des neuf premiers mois de la même année, près de 2.200 civils ont été tués et 3.822 blessés.

L'armée américaine a imputé lundi pour la première fois aux talibans la responsabilité d'une série d'attaques ciblées visant des personnalités afghanes reconnues, notamment des journalistes et des défenseurs des droits humains.

"La campagne talibane d'attaques et de meurtres non revendiqués ciblant des responsables gouvernementaux, des leaders de la société civile et des journalistes doit (...) cesser pour que la paix puisse prévaloir", a écrit sur Twitter le porte-parole des forces américaines en Afghanistan, le colonel Sonny Leggett.

Les talibans ont accusé les forces américaines d'avoir mené plusieurs frappes aériennes les visant ces derniers jours dans les provinces de Kandahar et Helmand (sud), et de Nangarhar (est).

ETATS-UNIS 170 grands patrons exhortent le Congrès à reconnaître la victoire de Biden

Plus de 170 dirigeants d'entreprises américaines parmi les plus grandes du pays, ont demandé lundi aux élus du Congrès de reconnaître l'élection de Joe Biden lors d'une session prévue mercredi, plaidant pour un transfert du pouvoir en bonne et due forme.

"Il est temps pour le pays d'avancer", estime dans une lettre ces patrons de banques, fonds d'investissements, entreprises de conseil, ou encore compagnies aériennes, dont plusieurs sont cotés sur le Dow Jones, l'indice vedette de la Bourse de New York.

Il s'agit d'un nouveau revers pour Donald Trump, qui a régulièrement vanté ses amitiés avec les grands patrons.

Parmi les signataires figurent ainsi le dirigeant de Pfizer, Albert Bourla, le directeur juridique du géant Microsoft, Brad Smith, mais aussi le patron de Goldman Sachs, David Solomon, ou encore Dexter Goei, qui dirige la filiale américaine d'Altice - groupe qui appartient au milliardaire français Patrick Drahi.

À égalité signé cette lettre Jonathan Gray, le patron du fonds d'investissement Blackstone, dont le cofondateur Steve Schwarzman était un fidèle soutien et conseiller officiel du président sortant, qui avait déjà déclaré que le moment de reconnaître la défaite était venu.

Les responsables de Deutsche Bank USA, Mastercard, Lyft, Moody's, ou encore Ernst & Young, ainsi que de la célèbre fédération de basket, la NBA, ont aussi signé.

"Le président élu Joe Biden et la vice-présidente élue Kamala Harris ont remporté le (vote du) collège électoral et les tribunaux ont rejeté les contestations" de Donald Trump, relèvent ces PDG et présidents.

"Les tentatives pour empêcher ou retarder ce processus vont à l'encontre des principes essentiels de notre démocratie", déplorent-ils encore.

Ils appellent les deux partis à soutenir l'équipe entrante, face aux "pires crises sanitaire et économique de l'histoire moderne".

"Il ne devrait pas y avoir de retard dans le transfert du pouvoir", notent-ils dans une lettre initiée par l'association Partnership for New York City.

Le locataire de la Maison Blanche est choisi au suffrage universel indirect et le collège électoral a entériné le 14 décembre la victoire du démocrate Joe Biden face à Donald Trump. La Chambre et le Sénat doivent se réunir mercredi pour certifier ces résultats, une procédure qui relève d'ordinaire d'une simple formalité.

Mais Donald Trump n'a toujours pas reconnu sa défaite, et des parlementaires républicains vont contester les résultats de plusieurs Etats où ils considèrent qu'il y a eu fraude.

Cette ultime tentative pourrait retarder la confirmation de la victoire de Joe Biden, mais pas l'empêcher.

THÉÂTRE

Constantine : présentation de la générale de la pièce "El Bir" de l'association "Oudjoh El masrah" de Blida

La générale de la pièce théâtrale "El Bir", (le puits) produite par l'association "Oudjoh El masrah" de Blida, a été présentée, lundi au théâtre régional de Constantine, TRC- Mohamed-Tahar Fergani en l'absence de public, à l'exception de quelques artistes et des journalistes en raison de l'épidémie de la Covid-19.

Mise en scène par Leila Benatiya, d'après un texte théâtral du dramaturge, prosateur et poète irlandais, John Millington Synge (1871-1909), "The well of saints", adapté par Amirouche Rebat, la pièce est centrée sur un vieux couple non voyant qui rêve d'un lendemain meilleur et conçoit dans leur monde intérieur, la vie en rose et les gens plein de bonté, de générosité et d'entraide.

Ce couple rencontre un guérisseur qui leur propose l'eau miraculeuse du puits pour recouvrer la vue.

Le miracle arriva et le couple retrouve la vue et découvre la brutalité et l'implicabilité des hommes. Dé-

çus par la vie qu'il pensait meilleure, le couple redevient aveugle, refuse un nouveau miracle et préfère la cécité qui leur fait retrouver leur monde intérieur, tellement meilleur. Les rôles de cette œuvre théâtrale d'une heure et demie ont été campés par Mohamed Berik Chaouche, Leila Benatiya, Amirouche Rebat, Fatiha Messaoui et Faycal Hemaïli, sur une scénographie de Mohamed Berik Chaouche.

Selon le directeur du TR-Constantine, Ahmed Mirche, la générale de la pièce "Le puits" consolide "la relance de l'activité théâtrale à Constantine après une pause imposée par les ré-

percussions du coronavirus". Il a également relevé que la présentation de la générale de la pièce théâtrale "El Bir", s'inscrit dans le cadre des directives du ministère de la Culture et des arts visant l'accompagnement des associations et des coopératives culturelles, bénéficiaires du Fonds national pour le développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographiques et de la promotion des arts et des lettres. Le théâtre Mohamed-Tahar Fergani avait relancé ses activités en présentant, en décembre dernier, avec la production et la présentation de la générale de la pièce théâtrale "Maquillage".



ROYAUME UNI Les festivals britanniques de musique estivaux face à une "crise existentielle"

Le nouveau coronavirus place le monde des festivals britanniques de musique estivaux dans une "crise existentielle", a alerté mardi l'organisation du secteur, appelant à un soutien accru de la part du gouvernement.

Dans un rapport établissant les étapes pour que le secteur des concerts puisse se rétablir, UK Music souligne qu'après une saison 2020 "balayée" par le virus car tous les festivals ont dû être annulés, il existe "une réelle menace que la grande majorité de la saison 2021" subisse le même sort. Chaque année, des milliers de Britanniques et de visiteurs étrangers se pressent dans les festivals d'été.

Il s'agit "de notre scène musicale live, culturellement riche et présentant une incroyable variété de genres musicaux", selon UK Music. Le célèbre festival de Glastonbury, par exem-

ple, génère plus de 100 millions de livres sterling (111 millions d'euros) pour l'économie du sud-ouest de l'Angleterre à chaque édition.

Les festivals emploient directement 85.000 personnes chaque année, souligne l'organisation. Le Royaume-Uni, l'un des pays en Europe les plus durement touchés par la pandémie avec plus de 75.000 morts, a vu son industrie musicale frappée de plein fouet. En juillet, le secteur s'est vu allouer un fonds de sauvetage de 250 millions de livres sterling sur le 1,6 milliard de livres accordé à la culture. UK Music a exhorté les autorités à donner une échéance approximative pour la réouverture des salles de concerts, ainsi que des mesures de soutien. Il en va de "l'intérêt national", a estimé Jamie Njoku-Goodwin, directeur général de UK Music.

APS

LIBAN/MUSIQUE Décès du musicien et compositeur libanais Elias Rahbani



L'auteur, compositeur et producteur libanais Elias Rahbani, est décédé lundi à l'âge de 83 ans, des suites de sa contamination au coronavirus, a rapporté la presse libanaise auprès de ses proches.

Né en 1938 au gouvernorat du Mont-Liban, l'artiste, également pianiste et chef d'orchestre,

au génie prolifique et à la créativité abondante, comptait à son actif quelque 6 500 œuvres, entre chansons, opérettes, génériques d'émissions radiophoniques, musiques de films, divers hymnes et plus de 3 500 jingles publicitaires, un domaine dans lequel il a été pionnier au Moyen-Orient. Parmi ses œuvres à suc-

cès, "Ya tayr el Worwar", chantée par Feyrouz, "Ho Capito que Ti Amo", devenue le label des fêtes beyrouthines, "Mory Mory" de Samy Clark, "Am behlamak ya helm ya loubnan" de Majida el-Roumi (sur les paroles de Saïd Akl), "Baddé z'ich" de Haïfa, ainsi que "Allô Hayété, Habibati" et "Diala", au ton familier et nostalgique, renvoyant à une époque du passé.

Régulièrement sollicité par des artistes de renom, à l'instar de Fairuz, Sabah, Wadîh Al-Safi, Melhem Barakat, Nasri Shamseddine et Majida El Roumi, Elias Rahbani a, en toute discrétion, marqué de son empreinte le paysage musical libanais et celui du monde arabe des années 1960 à 1990.

Distingué à différentes occasions dans plusieurs pays, à l'instar de la Grande Bretagne, la Grèce, la Bulgarie et le Brésil, Elias Rahbani avait également produit et écrit plusieurs pièces de théâtre, dont "Wadi Shamsayn", "Safrat Al Ahlam" et "Ila".

PUBLICITÉ

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de la Santé de la Population et de la Réforme Hospitalière

AVIS DE RECRUTEMENT

Direction de santé et de la population De la wilaya d'El-Oued
Etablissement Public de Santé de Proximité El-Oued

L'Etablissement Public de Santé de Proximité El-Oued annonce des concours ouverts pour le recrutement aux niveaux énoncés ci-dessous:

Grade	Méthode de recrutement	Admission	Spécialisation requis	Nombre de postes ouverts	Autres conditions
Médecin généraliste de santé publique	concours sur titres	Les candidats titulaires d'un diplôme de doctorat en médecine ou d'un certificat équivalent	Doctorat en médecine ou d'un certificat équivalent	01	

LE DOSSIER DE CANDIDATURE COMPREND

- Demande manuscrite
- Une copie de la carte nationale d'identité
- Une copie des relevés des notes d'années de scolarité ou une formation
- Une copie de Diplôme d'années de scolarité ou une formation
- Certificat attestant l'expérience professionnelle travailler, le cas échéant (expertise professionnelle fournis par le secteur privé indiquent les intérêts de la sécurité sociale)
- Un certificat attestant de formation complémentaire dans la spécialité, le cas échéant
- Certificat attestant travaux et études réalisés par le candidat dans sa spécialité, le cas échéant

Dates limites d'inscription et de téléchargement de fichiers:

Détermine la date de clôture de l'inscription au concours sur titres est 15 jours à compter de la date de la première annonce dans la presse écrite, déposée fichiers candidature à la siège d'Etablissement Public de Santé de Proximité El-Oued - polyclinique 19 mars ou envoyer à l'adresse suivante: BP:62 Poste 19Mars El Oued

Remarque:

Pas pris en compte fichier est manquant ou ceux qui sont énoncés échéances date

E-COMMERCE

Une startup lance une application permettant à la diaspora algérienne de payer des achats à des proches en Algérie

Une application offrant aux Algériens résidant à l'étranger la possibilité de payer en devises des produits achetés à distance d'Algérie et de les livrer aux domiciles de leurs proches dans les différentes wilayas du pays, a été lancée par la startup "Temtem", a indiqué lundi le ministère délégué chargé de l'Economie de la Connaissance et des Startups, dans un communiqué.

Cette application multiservices, baptisée "Temtem One" permet à la diaspora algérienne de "payer ses commandes avec une carte VISA, MasterCard ou American express et saisir l'adresse et le numéro de téléphone des proches en Algérie pour que "Temtem One" se charge de les livrer dans les 2 heures en mode express ou entre 1 à 5 jours en fonction de la région de leur résidence", explique la même source.

Pour Alger par exemple, les habitants sont "livrés dans les 24 heures", selon la même source qui précise que "Temtem One" livre déjà dans 21 des 48 wilayas du pays.

Cette application a été lancée dans le contexte de la pandémie du Covid-19 qui a grandement limité les déplacements en Algérie et ailleurs, souligne le ministère,

relevant que la diaspora ne peut plus retrouver ses proches depuis presque une année à cause de la pandémie.

Des proches qui peuvent, selon le communiqué, éprouver des difficultés économiques compte tenu de la situation actuelle.

Ainsi, avec Temtem One, "il n'a jamais été aussi simple pour les Algériens de l'étranger, souhaitant naturellement aider leur proches, de la faire", se réjouit le ministère.

Une application qui génère des rentrées en devises

"Les paiements effectués en devises sont envoyés vers les comptes de Temtem en dinars, contribuant à la réserve de change du pays", explique le ministère en soulignant que Temtem s'est assurée, après de nombreuses concertations et

conseils, notamment d'une banque internationale, que l'offre et le processus respectent la réglementation algérienne en vigueur.

Le ministère a, dans ce cadre, rappelé que les flux financiers de la diaspora algérienne vers son pays d'origine ont totalisé à peine 2 milliards de dollars en 2018.

A ce titre, Salim Bouazouini, le responsable du service Temtem One, cité dans le communiqué a déclaré: "Nous concevons des produits et services qui répondent aux besoins locaux avec un objectif, celui d'améliorer la vie des gens.

Ils accèdent aux services qui comptent pour eux plus facilement et même à des services innovants qui n'existent par ailleurs comme "Temtem Diaspora".

L'application de Temtem offre, en outre, aux commerçants et aux

marques l'opportunité de prendre le pas du e-commerce, ajoute le communiqué estimant que tout distributeur ou autre activité commerciale peut mettre en avant ses produits via l'application accompagnée d'un service de livraison. Ainsi, selon le ministère, Temtem One "participe significativement à l'accélération digitale en cours en Algérie".

Le ministre délégué chargé de l'Economie de la Connaissance et des Startups, Yacine Oualid, a déclaré après la présentation de cette nouvelle application "Je félicite la startup Temtem pour cette excellente initiative. C'est la première fois qu'une entreprise algérienne



propose un tel service à notre diaspora et qui permettra en même temps de générer des rentrées en devises pour l'Algérie" Et d'ajouter "Cela prouve aujourd'hui que l'Algérie pourra compter sur l'ingéniosité de ses startups pour diversifier son économie et être, également, un vecteur de l'inclusion financière".

FRANCE

La 5G disponible à Paris "avant fin février", selon Xavier Niel

La 5G sera disponible à Paris "avant fin février pour tous les opérateurs", a estimé lundi Xavier Niel, fondateur de l'opérateur télécom Free, alors que la capitale française ne bénéficie toujours pas du réseau mobile de dernière génération. Plus de 7.500 sites 5G ont été ouverts commercialement par Orange, SFR, Free et Bouygues Telecom depuis fin novembre en France, en dehors de Paris et des grandes métropoles, selon les données publiées par l'Autorité de régulation

des télécoms (Arcep). Pourquoi cela prend autant de temps ? "Parce que Paris a été une ville prudente, il y a eu une peur. La ville a essayé de faire les choses plutôt bien. J'étais un peu critique il y a un mois mais j'ai l'impression que les choses avancent dans le bon sens", a déclaré M. Niel dans un entretien sur BFM Business. De Paris à Nantes, plusieurs maires de grandes villes ont décidé de lancer un "débat public" pour notamment répondre à un "besoin de transparence" des

citoyens au sujet de l'impact du déploiement de la 5G sur l'environnement ou la santé. D'autres communes comme Lille ont déjà annoncé être en faveur d'un moratoire jusqu'à la publication prévue au printemps 2021 d'un rapport de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses). Soucieux d'éviter tout bras de fer, les opérateurs et les pouvoirs publics ont assuré qu'ils prendraient en compte les réticences locales pour désamorcer un sujet devenu polémique depuis que

la Convention citoyenne pour le climat a elle-même recommandé un moratoire cet été. "On espère que c'est une question de semaines" pour voir Paris être couverte en 5G, a encore déclaré le fondateur de Free. Si la 5G promet d'offrir, à terme, un débit jusqu'à 10 fois plus rapide, les opérateurs comptent avant tout sur son lancement pour gérer l'augmentation du trafic et éviter la saturation de leurs réseaux mobiles.

APS

PUBLICITÉ

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère De La Santé et De La Réforme Hospitalière
Direction De La Santé et population
de la Wilaya de Djelfa
Etablissement public De Santé
De Proximité De Guettara
N°:05/2021

Guettara le: 06/01/2021

Avis De Recrutement

l'établissement Public De Santé De Proximité De Guettara organise un concours sur titre pour le Recrutement de :

Grade	Mode de recrutement	Condition de recrutement	Spécialité Demandée	Nbre de Postes Budgétaires Ouverts	Autres conditions
Médecin Généraliste de santé public	Concours sur titre	les candidats titulaires du diplôme de docteur en médecine ou d'un titre reconnu équivalent.	Médecin généraliste	02	//

Les Dossiers de candidature doivent Comporter les pièces suivantes :

- Demande manuscrite (adresse + N° téléphone)
- Copie de la carte d'identité nationale.
- Copie de diplôme.
- Copie de relevé des notes de les années de cursus.
- Formulaire de participation au concours à remplir par le candidat et téléchargé à partir du site de la direction générale de la fonction publique (DGFP).

Les Dossiers doivent compléter, s'il y a lieu les documents suivants:

- Autorisation signée par l'employeur (ordonnateur) pour les candidats salariés.
- Les Attestations de travail précisant l'expérience professionnelles du candidat dans la spécialité d'insertion mise par l'organe de sécurité sociales pour l'expérience acquise dans le secteur privé.
- Attestation justifiant la période de travail effectuée par le candidat dans le cadre du dispositif d'insertion professionnelle de sociales des jeunes diplômés, et précisant l'emploi occupé le cas échéant (copie de PV d'installation + contrat).

Observation: - les dossiers incomplets ou arrivés hors délais d'inscription ne seront pas pris en considération.
- le moyens de recours : les candidats non retenus pour le concours doivent être déposés dans un délai qui ne dépasse pas les cinq (05) jours selon la date limite du concours.

DK NEWS **Anep : 2116000243 du 06/01/2021**

Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière
Direction de la Santé et de la population de la Wilaya de Djelfa

Etablissement Public Hospitalier de Hassi Bahbah

AVIS DE RECRUTEMENT

de l'EPH de Hassi Bahbah lance un avis de recrutement pour de concours sur titre pour l'année 2020 :

GRADE	Mode de recrutement	Conditions d'accès	Spécialité demandée	Nombre de Postes	Lieu d'effectuation
Médecin généraliste de santé publique	Concours sur titre	Diplôme de docteur en médecine ou diplôme équivalent	Diplôme en médecine	02	EPH HBB

NB :
Les dossiers sont adressés à Monsieur le Directeur de l'Etablissement Public Hospitalier de Hassi Bah bah - Route nationale N° 01 - w - Djelfa, Le dossier délai de dépôt des dossier et de 15 jours ouvrable après l'apparition du présent avis dans la presse

Le Dossier est candidature de :

- Une demande manuscrite (adresse, numéro de téléphone)
- Une photo copie de la carte d'identité nationale
- Une photo copie du titre ou du diplôme exigé , auquel sera joint le relevé de notes du cursus d'études ou de formation
- Une fiche de renseignement , dûment remplie par le candidat (fiche de renseignement se trouve sur le site de DGFP)

En cas d'admission le candidat admis doit compléter le dossier par les pièce suivantes :

- Une copie du document justifiant la candidat vis -à-vis du service national
- Un extrait du casier judiciaire, en cours de validité
- Un extrait de l'acte de naissance
- Deux certificats médicaux (médecine générale et phthisiologie délivrés par un médecin spécialiste) attestant de l'aptitude du candidat à occuper l'emploi postulé
- Deux (2) photos d'identité
- Une attestation justifiant la qualité de fils ou veuve de chahid , le cas échéant
- Les attestations de travail justifiant l'expérience professionnelle acquise par les candidat dans la spécialité , accompagnées d'une attestations d'affiliation délivrée par l'organisme de sécurité sociale, pour l'expérience acquise dans le secteur privé , le cas échéant
- Une attestations justifiant la période de travail effectuée par le candidat dans le cadre du dispositif d'insertion professionnelle ou sociale des diplômés en qualité de contractuel , le cas échéant
- Une document justifiant le suivi par le candidat d'une formation complémentaire supérieure au titre ou diplôme requis dans la même spécialité , le cas échéant
- Un document relatif aux travaux ou études réalisés par le candidat dans la spécialité , le cas échéant
- Une fiche familiale pour les candidats mariés
- Une attestations justifiant que le candidat est major de promotion , le cas échéant
- Une attestations justifiant de l'handicap du candidat , le cas échéant

Observation : Les dossiers incomplets ou parvenus après le délai réglementaire ne seront pas pris en considération .

DK NEWS **Anep : 2116000284 du 06/01/2021**

COUPE D'ALGÉRIE MILITAIRE DE TAEKWONDO Coup d'envoi du tournoi avec 17 équipes

Les épreuves de la Coupe d'Algérie militaire de taekwondo ont débuté lundi au Centre de regroupement et de préparation des équipes sportives militaires (CREPESM) de Ben Aknoun, Chadid "Messaoud Boudjriou", avec la participation de 17 équipes. Les athlètes des différents commandements et régions militaires, s'affronteront dans les spécialités de poomsae (20 participants) et Kyorugi (93 participants).

Dans son allocution d'ouverture, le directeur du CREPESM, le colonel Ahmed Abdelhak Djabou, a mis en avant l'importance de cette manifestation retenue dans le cadre de la préparation physique et psychologique du militaire, en appelant les participants à faire preuve de fair-play.

Il a également mis en valeur l'importance de l'organisation de pareilles manifestations, pour préparer les différentes compétitions nationales et internationales et confirmer les capacités des combattants algériens.

De son côté, l'entraîneur national militaire, Walid Aoun, a indiqué que cette compétition constitue une occasion pour les athlètes de se distinguer et renforcer les rangs de la sélection nationale militaire.

"Les meilleurs athlètes seront sélectionnés pour prendre part aux prochaines compétitions internationales, à savoir, la 8e édition du Championnat arabe militaire en Arabie saoudite et le Mondial prévu en Ouzbékistan", a-t-il déclaré.

Lors de la dernière édition des Mondiaux de la discipline disputés en 2019 à Wuhan en Chine, Youcef Khalfallah (-58 kg) et Tebib Hani (-74 kg) ont obtenu les meilleurs résultats en terminant à la 7e place de leur catégorie respective.

Selon le programme de la compétition, la première journée disputée lundi a été consacrée aux épreuves par équipes qui se poursuivront jusqu'à mardi.

CYCLISME La Coupe fédérale fixée au 22 janvier à Alger pour relancer les compétitions

La Fédération algérienne de cyclisme (FAC) a annoncé le déroulement de la Coupe fédérale, fixée au 22 janvier à Sidi Abdallah (Ouest d'Alger) pour relancer les compétitions, à l'arrêt depuis mars dernier en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19).

"Cette compétition dont les épreuves auront lieu à Sidi Abdallah (Alger) ouvrira officiellement l'année sportive pour le cyclisme.

Cette manifestation sportive a été au centre de la réunion qui a regroupé lundi le président de la FAC (Kheïreddine Barbari) et le chef de cabinet de la wilaya d'Alger, Djamel Eddine Abdelghani Dridi", a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué, publié lundi soir sur sa page Facebook.

Le chef de cabinet de la wilaya d'Alger "a assuré le président de la FAC de l'accompagnement de la wilaya pour la réussite, non pas seulement de cette compétition, mais aussi du Grand Prix cycliste de la ville d'Alger prévu le 4 juin 2021 et du départ du Tour d'Algérie cycliste (TAC) 2021", précise la même source.

Les deux parties se sont entendues pour faire de cette manifestation sportive une réussite totale et une véritable fête, dans le respect du protocole sanitaire avec la désignation des personnes chargées de faire respecter les directives relatives à cette pandémie, conclut la FAC.

APS

HAND - MONDIAL-2021 - ALGÉRIE Labane : «Le stage du Bahreïn a été annulé pour ménager les joueurs»

La Fédération algérienne de handball (FAHB) a décidé d'annuler l'ultime stage de préparation que devait effectuer l'équipe nationale au Bahreïn du 6 au 11 janvier, en vue du Mondial-2021 en Egypte (13-31 janvier), pour "ménager les joueurs et leur éviter l'épuisement", a indiqué mardi le président de l'instance fédérale, Habib Labane.

"Le stage du Bahreïn était initialement programmé comme dernière étape préparatoire avant de nous rendre en Egypte, mais il a été finalement annulé sur demande du staff technique pour ménager les joueurs et leur éviter l'épuisement à la veille du début du Mondial.

Le voyage aurait été très long et fatiguant, avec plusieurs heures d'escale", a affirmé à l'APS le premier responsable de l'instance fédérale.

Le Sept national a effectué un premier stage précompétitif en décembre dernier en Pologne, ponctué par deux matchs amicaux face à la Pologne, soldés par une victoire (26-23) puis une défaite (24-26).

Les coéquipiers de Messaoud Berkous ont enchaîné par un tournoi amical, toujours en Pologne, concédant deux revers face à la Russie (30-24) et au pays hôte (24-21).

"Nous nous contentons finalement de ce stage en Pologne.

Maintenant, la préparation va se poursuivre à Alger jusqu'au 12 janvier, date du départ pour l'Egypte", a-t-il ajouté. Invité à évaluer la



préparation du Sept national pour le Mondial égyptien, le président de la FAHB a estimé que la pandémie de Covid-19 est venue perturber le programme tracé initialement.

"La préparation de l'ensemble des équipes participant au Mondial a été impactée par la pandémie, même le pays organisateur a souffert pendant sa préparation, ce n'est pas propre

uniquement à l'Algérie. Nous avons effectué un seul stage précompétitif en Pologne, au cours duquel l'équipe nationale a bien réagi après plusieurs mois loin de la compétition, en affrontant des équipes mondialistes de haut niveau".

Avant de conclure : "La FAHB n'a pas lésiné sur les moyens pour mettre l'équipe nationale dans les meilleures conditions pen-

dant sa période de préparation. J'espère qu'on pourra faire bonne figure en Egypte et représenter dignement les couleurs nationales".

Au Mondial-2021, l'Algérie fait partie du groupe F aux côtés du Maroc, du Portugal et de l'Islande. Les Algériens débiteront le tournoi contre le Maroc le 14 janvier avant d'affronter respectivement l'Islande (16 janvier) puis le Portugal (18 janvi er).

HANDBALL / MONDIAL-2021 La paire algérienne Belkhiri-Hamidi retenue dans la liste des arbitres (l'IHF)

La paire arbitrale algérienne de handball Youcef Belkhiri-Sid Ali Hamidi, figure parmi les 19 binômes retenus pour officier au Mondial-2021 en Egypte (13-31 janvier), a indiqué lundi la Fédération internationale de la discipline (IHF).

Outre la paire algérienne, le continent africain sera représenté par deux autres paires, les Egyptiens Alaa Emam et Hossam Hedaïa, et les Tunisiens Samir Krichen et Samir Makhlouf.

Au Mondial-2021, l'Algérie fait partie du groupe F aux côtés du Maroc, du

Portugal et de l'Islande. Les handballeurs algériens débiteront le tournoi contre le Maroc le 14 janvier avant d'affronter respectivement l'Islande (16 janvier) puis le Portugal (18 janvier).

Liste des 19 paires d'arbitres : Youcef Belkhiri/Sid Ali Hamidi (Algérie), Julian Lopez Grillo/Sebastian Lenci (Argentine), Matija Gubica/Boris Milosevic (Croatie), Vaclav Horacek/Jiri Novotny (République Tchèque), Mads Hansen/Jesper Madsen (Danemark), Alaa Emam/Hossam Hedaïa (Egypte), Oscar Raluy/Angel Sabroso (Espagne),

Charlotte Bonaventura/Julie Bonaventura (France), Karim Gasmi/Raouf Gasmi (France), Robert Schulze/Tobias T?nnies (Allemagne), Majid Kolahdouzan/Alireza Mousavian (Iran), Gjorgji Nachevski/Slave Nikolov (Macédoine du Nord), Ivan Pavicevic/Milos Raznatovic (Monténégro), Havard Kleven/Lars Jorum (Norvège), Duarte Santos/Ricardo Fonseca (Portugal), Bojan Lah/David Sok (Slovénie), Arthur Brunner/Morad Salah (Suisse), Mirza Kurtagic/Mattias Wetterwik (Suède), Samir Krichen/Samir Makhlouf (Tunisie).

AVIRON Une trentaine d'arbitres au stage de formation par vidéo conférence

Une trentaine d'arbitres d'aviron dont 12 femmes ont achevé la première partie du volet théorique du stage de formation organisé par la Fédération algérienne des sociétés d'aviron et canoë kayak (FASACK), a-t-on appris mardi auprès de la Direction du développement et de formation (DDF).

Ce stage a permis d'inculquer aux stagiaires les règles de gestion des compétitions d'aviron, selon le code des courses de la fédération internationale d'aviron (World Rowing). " Cette formation

pour l'obtention de licence d'arbitre national, est constituée de trois étapes, deux théoriques dont la dernière est programmée les 8 et 9 janvier et une pratique qui aura lieu lorsque les conditions sanitaires le permettront", a déclaré à l'APS, le DDF de la Fédération, Youcef Mezeghrani. La partie théorique a été suivie par des stagiaires issus des différentes régions et quelques anciennes athlètes internationales. Le stage a été encadré par l'arbitre internationale tunisienne Inès Hammami,

également membre de la commission d'arbitrage de la Fédération internationale "World Rowing" et responsable de la formation des arbitres internationaux en Afrique. L'objectif à court terme est de former des arbitres nationaux de qualité en perspective du niveau international à moyen terme", a expliqué Mezeghrani.

Le mois de janvier sera aussi chargé pour la fédération qui s'attèle à mettre en place, un wbenaire sur l'entraînement dans le domaine de l'aviron. Les intervenants

dans cette rencontre seront entre étrangers et algériens dont Mehdi Garidi, expert algérien de la Fédération internationale des sociétés d'aviron et représentant de l'instance au niveau de l'Afrique. Il est à rappeler que la saison sportive de la Fédération algérienne des sociétés d'aviron et de canoë kayak (FASACK) est à l'arrêt depuis le mois de mars dernier, à l'instar des autres instances nationales, en raison de la situation sanitaire, liée à la pandémie de coronavirus (Covid-19).

LIGUE DES CHAMPIONS (2E TOUR PRÉLIMINAIRE - RETOUR) Le MCA en péril à Sfax, simple formalité pour le CRB

Les deux représentants algériens en Ligue des champions d'Afrique de football, le CR Belouizdad et le MC Alger, auront des missions diverses, en se rendant mercredi respectivement chez les Kényans de Gor Mahia et les Tunisiens du CS Sfax, dans le cadre du 2e tour préliminaire (retour).



Si la Chabab a pratiquement assuré sa qualification pour la phase de poules, en laminant Gor Mahia (6-0) lors de la première manche, le MCA est appelé à faire preuve de solidarité pour préserver son succès (2-0), réalisé en match aller.

A pied d'oeuvre depuis dimanche à Nairobi, les joueurs de l'entraîneur français Franck Dumas seront ainsi devant une simple formalité pour valider leur billet au prochain tour.

Le match risque même de ne pas avoir lieu en raison d'un mouvement de grève enclenché par les joueurs de Gor Mahia qui réclament la régularisation de leur situation financière.

Les joueurs de l'entraîneur K'ogalo Yachachawiza ne se sont pas entraînés en effet depuis le match aller face au CR Belouizdad en guise de protestation.

Sur le plan de l'effectif, le champion d'Algérie sortant a effectué le voyage pour Nairobi en étant amoindri par l'absence des deux attaquants Mohamed-Amine Souibaâh et Hamza Belahouel, victimes d'une déchirure musculaire au niveau des adducteurs et indisponibles pour une durée de deux semaines.

De son côté, le MCA, invaincu depuis le début de la saison, toutes compétitions confondues,

devra réaliser le match parfait, notamment sur le plan défensif, face à une équipe du CSS avide de renverser la vapeur chez elle.

"Le match s'annonce difficile, ça va se jouer sur de petits détails.

Nous devons être présents dans tous les domaines pour pouvoir nous qualifier à la phase de poules. Nous avons certes

remporté la première manche, mais rien n'est encore acquis", a indiqué l'attaquant du "Doyen" Samy Frioui, auteur d'un doublé lors du match aller. Le MCA s'est déplacé à Sfax en l'absence d'Abdelmoumen Djabou (malade) et Mehdi Benaldjia (écarté pour "choix tactique"), alors que le milieu défensif ivoirien Isla Daoudi Diomande, bloqué chez

lui à Abidjan, devrait rejoindre ses coéquipiers en Tunisie dans les prochaines heures. La Confédération africaine de football (CAF) a désigné l'expérimenté arbitre gambien Bakary Papa Gassama pour diriger ce derby maghrébin, alors que le match Gor Mahia - CRB sera arbitré par le Seychellois Bernard Camille.

LIGUE DES CHAMPIONS (2E TOUR PRÉLIMINAIRE - RETOUR) Le programme

Programme des rencontres du 2e tour préliminaire (retour) de la Ligue des champions d'Afrique de football, prévues mardi et mercredi (en heures algériennes) :

Mardi 5 janvier : Aller
Primeiro de Agosto (Angola) - Kaizer Chiefs (Afrique du Sud) 0-0 (16h00)
Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud) - Jwaneng Galaxy FC (Botswana) 2-0 (17h00)
Al-Ahly (Egypte) - AS Sonidep (Niger) 1-0 (18h00)
Raja Casablanca (Maroc) - Teungueth FC (Sénégal) 0-0 (19h00)
Mercredi 6 janvier :
Gor Mahia (Kenya) - CR Belouizdad (Algérie) 0-6 (13h00)
Al-Hilal (Soudan) - Asante Kotoko (Ghana) 1-0 (14h00)
TP Mazembe (RD Congo) - AS Bouenguïdi Sports (Gabon) 2-1 (14h30)
ES Tunis (Tunisie) - Ahly Benghazi (Libye) 0-0 (15h00)
CS Sfax (Tunisie) - MC Alger (Algérie) 0-2 (15h00)
Simba SC (Tanzanie) - FC Platinum (Zimbabwe) 0-1 (15h00)
AS Vita Club (RD Congo) - Young Buffaloes (Eswatini) 2-2 (15h30)
Enyimba (Nigeria) - Al-Merreikh (Soudan) 0-3 (15h30)
Horoya AC (Guinée) - Racing Club Abidjan (Côte d'Ivoire) 1-1 (17h00)
Athletico Petroleos (Angola) - Nkana (Zambie) 1-1 (17h00)
WA Casablanca (Maroc) - Stade malien (Mali) 0-1 (17h00)

NB : le Zamalek (Egypte) s'est qualifié sur tapis vert aux dépens des Tchadiens de Gazelle FC.

CHAMPIONNAT SAOUDIEN - DAMAC FC L'entraîneur Nouredine Zekri limogé

Le technicien algérien de Damac FC (Div.1 saoudienne de football), Nouredine Zekri, a été limogé de son poste d'entraîneur, trois jours après la défaite concédée vendredi à domicile face à Al-Fateh FC (1-2), dans le cadre de la 11e journée de championnat, a annoncé lundi le club sur son compte Twitter.

Une défaite qui maintient Damac FC à la position de lanterne rouge avec 8 points

seulement décrochés en onze rencontres. L'ancien entraîneur du MC Alger et de l'ES Sétif (56 ans) avait succédé en octobre 2019 au Tunisien Nabil Kouki, dont le contrat a été résilié à l'amiable.

Le technicien tunisien avait rejoint ensuite le banc de l'ES Sétif. Zekri avait prolongé son contrat en septembre dernier pour deux saisons supplémentaires. Damac FC, où évoluent trois joueurs algériens (le

gardien de but Mustapha Zeghba, le milieu offensif Brahim Chenihi et le défenseur Farouk Chafai), a assuré son maintien lors de la dernière journée de championnat du précédent exercice.

Pour rappel, Zekri avait dirigé auparavant deux clubs saoudiens : Al-Raed et Al-Faiha.

Avec ce dernier, il avait assuré le maintien alors qu'il était sérieusement menacé par le spectre de la relégation.

LIGUE DES CHAMPIONS (GROUPES) ET COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (BARRAGES) Tirage au sort vendredi à 13h00

Le tirage au sort de la phase de groupes de la Ligue des champions 2020/2021 et du deuxième tour préliminaire additionnel de la Coupe de la Confédération aura lieu vendredi au Caire (Egypte) à 13h00 algériennes, a indiqué la Confédération africaine de football (CAF) mardi.

Les vainqueurs à l'issue des deux manches du 2e tour préliminaire de la Ligue des champions de la CAF, dont le retour

est prévu mardi et mercredi, prendront part au tirage déterminant la composition des groupes.

Concernant le tirage du tour de barrage ou deuxième tour préliminaire additionnel de Coupe de la Confédération, il s'effectuera avec les vainqueurs du deuxième tour préliminaire et les malheureux perdants du deuxième tour préliminaire de la Ligue des champions.

L'ES Sétif s'est directement qualifiée pour le deuxième tour préliminaire additionnel aux dépens des Tchadiens du FC Renaissance.

Trois autres clubs algériens sont en course pour une qualification dans les deux compétitions : le CR Belouizdad et le MC Alger en Ligue des champions et la JS Kabylie en Coupe de la Confédération. D'autre part, la Confédération africaine de football a publié la suite du

calendrier des deux compétitions.

Phase de groupes (Ligue des champions)

1re journée - 12/13 février 2021
2e journée - 23 février 2021
3e journée - 5/6 mars 2021
4e journée - 16 mars 2021
5e journée - 2/3 avril 2021
6e journée - 9/10 avril 2021
2e tour préliminaire additionnel (Coupe de la Confédération)
Manche aller - 14 février 2021
Manche retour - 21 février 2021

LIGUE 2 L'IRB El Kerma en stage de préparation à Oran

L'IRB El Kerma, nouveau pensionnaire de la ligue 2 de football effectuera, prochainement, un stage de préparation de 10 jours à Oran en prévision du début du championnat prévu le 12 février, a-t-on appris lundi auprès du nouveau président du club, Adel Kredda.

Cette dernière phase de préparation d'intersaison sera consacrée au volet technico-tactique et à des matchs amicaux.

L'entraîneur Sefraoui accorde beaucoup d'importance à cette dernière étape de la préparation pour améliorer la cohésion et mettre en place son projet de jeu.

Le staff technique a programmé durant les dix jours du stage 3 matchs amicaux face à des équipes locales de la wilaya d'Oran de la division amateur, à savoir le MB Sidi Chahmi, le SCM Oran et la JS Emir Abdelkader.

Se déclarant satisfait jusque-là du bon rendement de la préparation, le coach a souligné "les joueurs ont bien travaillé et nous comptons mettre à profit ce stage bloqué dans la capitale de l'Ouest pour peaufiner cette préparation qui sera consacrée à la cohésion et l'esprit de groupe.

Le plus important pour moi, c'est d'être prêt le jour du déplacement à Ain Oussera".

Lors des matchs de préparation, deux ou trois matchs, chaque joueur aura sa chance en disputant 45 minutes, ce qui me permettra de mieux jauger les capacités de chacun et opérer les réglages nécessaires, a-t-il fait savoir.

Quant au nouveau président de l'ITtihad, récemment élu, il s'est montré réaliste estimant qu'il est prématuré de fixer un quelconque objectif quand beaucoup de travail attend les joueurs.

"Il n'est pas de mes habitudes de faire des promesses que je ne serai pas en mesure de tenir, surtout envers les supporters de l'IRBEK qui m'ont accueilli à bras ouvert", a-t-il déclaré.

De leur côté, les dirigeants ont donné carte blanche au technicien Nassim Sefraoui pour bâtir une équipe compétitive.

Une oeuvre qui pourra prendre un peu de temps, a-t-on fait savoir.

A noter enfin que le club de l'IRB El Kerma a connu un remaniement au niveau de son effectif par rapport à celui de la saison écoulée. Pas moins de huit arrivées. Pour la saison 2021, il recevra ses adversaires au stade "Habib Bouakeul" au lieu du stade "Mohamed Khassani" d'El Kerma.

MONDIAL DES CLUBS 2020 La FIFA dévoile la liste des arbitres qui officieront au Qatar

Sept arbitres et douze arbitres assistants ont été sélectionnés pour officier au Qatar durant la Coupe du monde des clubs, prévue du 1er au 11 février 2021, a annoncé la Fédération internationale de football (FIFA).

Le continent africain sera représenté par un trio sénégalais composé du directeur de jeu Ndiaye Maguette, assisté de Camara Djabil et Samba El Hadji Malick.

La FIFA a également désigné sept arbitres supplémentaires qui officieront en tant qu'arbitres assistants vidéo lors de la compétition, dont le Marocain Jiyed Redouane.

Parmi les arbitres sélectionnés, on enregistre la présence d'un trio féminin emmené par Edina Alves Batista, ce qui confirme la tendance inaugurée lors de la Coupe du monde U-17 en 2017.

En Inde, la Suisse Esther Staubli avait dirigé une rencontre, imitée deux ans plus tard par l'Uruguayenne Claudia Umpierrez à l'occasion de la Coupe du monde U-17 Brésil-2019.

Les arbitres sélectionnés effectueront leurs derniers préparatifs au Qatar durant la semaine précédant le coup d'envoi de l'épreuve.

En raison de la pandémie de Covid-19, la FIFA et le pays hôte s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour assurer la santé et la sécurité de l'ensemble des acteurs de la compétition.

Le Mondial des clubs 2021 va regrouper Auckland City, le qualifié de la zone Océanie, Al Ahly et le Bayern Munich représenteront respectivement la CAF et l'UEFA.

Le Ulsan Hyundai FC représentera l'AFC tandis que Tigres UANL est le dernier club en date à avoir validé son billet après avoir remporté la Ligue des champions de la Concacaf.

Enfin, la finale de la Copa Libertadores prévue fin janvier permettra de désigner l'équipe qui portera l'étendard de la CONMEBOL. Le tirage au sort des différentes affiches aura lieu à Zurich le 19 janvier. La finale se déroulera au stade Education City, le 11 février prochain.

ANGLETERRE Deuxième défaite de la saison pour Liverpool

Liverpool a subi sa deuxième défaite de la saison en Premier League lundi à Southampton (1-0), son troisième match consécutif sans victoire qui fragilise sa première place au classement, désormais partagée avec Manchester United.

Vingt-quatre heures après l'effondrement de Chelsea face à Manchester City (1-3), Liverpool est ainsi le deuxième grand perdant de cette 17e journée qui a complètement rebattu les cartes.

Les Reds conservent leur première place à la différence de but, mais risquent de passer rapidement derrière Manchester United, qui disputera un match en retard à Burnley le 12 janvier.

Cette défaite est la première en championnat depuis le désastre vécu à Aston Villa (7-2) en octobre.

Après les deux victoires très probantes contre Tottenham (2-1) et Crystal Palace (7-0), qui semblait faire de Liverpool le favori pour un second titre, les deux derniers matches nuls contre West Bromwich (1-1) et Newcastle (0-0) ont été deux premiers avertissements.

La sanction est plus sévère cette fois. Liverpool est passé complètement à côté de la première période, après une très mauvaise entrée en matière, dès la deuxième minute de jeu.

Un coup franc de James Ward-Prowse au-dessus de la défense a piégé Trent Alexander-Arnold, pas suffisamment concentré, et a permis à Danny Ings de lobber Alisson (2e, 1-0). La réaction des Reds a été très timide.

En dehors d'une frappe trop enlevée de Sadio Mané en dehors de la surface de réparation (34e), ils n'ont eu aucune occasion.

Dans le même temps, Southampton aurait pu creuser l'écart deux fois, d'abord avec une déviation d'Ings pour Moussa Djenebo, qui a tiré au-dessus (26e), et surtout sur une percée de Nathan Tella, qui venait d'entrer en jeu et qui a profité d'un manque d'agressivité d'Alexander-Arnold et Fabinho pour mettre en danger Alisson (41e).

Liverpool a eu toutes les peines du monde à accélérer et à porter le danger en seconde période.

La faiblesse de la frappe de Mané, pourtant en position idéale pour marquer, à un quart d'heure de la fin, a tout dit de l'état de fatigue des Reds.

L'énergie déployée dans les dernières minutes a surtout mis en évidence l'absence d'options offensives sur le banc de Klopp, lorsque Salah, Firmino et Mané sont hors de forme.

Ceux-ci ont maintenant deux semaines pour se préparer au prochain gros choc: la réception de Manchester United, le 19 janvier.

APS

LIGUE 1 / RC RELIZANE Cherif El Ouezzani insiste pour le changement de la pelouse du stade Zoughari

L'entraîneur du RC Relizane, Si Tahar Cherif El Ouezzani a réitéré, mardi, son appel en direction des services concernés pour renouveler la pelouse du stade Tahar-Zoughari, lieu de domiciliation de son équipe pensionnaire de la Ligue 1 de football, "devenue un véritable danger pour la santé des joueurs".

"Nous attendons toujours que la pelouse soit changée. Des promesses ont été faites dans ce sens lors de l'intersaison, mais nous ne voyons encore rien venir. J'espère que les autorités concernées procèdent rapidement à la pose d'une nouvelle pelouse, car l'actuelle, qui date de plusieurs années, est en train de causer des blessures à répétition à nos joueurs et même ceux des équipes adverses", a déploré à l'APS l'ex-coach du MC Oran.

Le stade Tahar-Zoughari, d'une capacité d'accueil de plus de 20.000 places, est doté d'une pelouse en gazon synthétique de troisième génération, dont l'état s'est nettement dégradé. Cette infrastruc-



ture est dépourvue également d'éclairage, a-t-on indiqué.

Par ailleurs, le coach du "Rapid" a estimé que son équipe, qui retrouve l'élite cette saison, "aurait pu mieux faire" après six journées de championnat au cours desquelles elle a récolté six points d'une victoire et trois nuls contre trois défaites. Les protégés de Cherif El Ouezzani res-

tent aussi sur deux échecs de suite face au MC Alger à domicile et au MC Oran en déplacement, sur le même score (1-0).

Revenant à ces deux rencontres, le champion d'Afrique avec la sélection algérienne en 1990 a estimé que les siens "ne méritaient pas de perdre, au vu de ce qu'ils ont montré sur le terrain lors des deux

matchs". Il s'est notamment plaint du "manque d'efficacité" de ses attaquants, dont la majorité évoluent pour la première fois en Ligue 1, a-t-il ajouté, promettant au passage de "réagir" dès la prochaine journée qui verra son équipe, 13e au classement, accueillir l'US Biskra, samedi pour le compte de la 7e journée.

LIGUE 1/MC ORAN "Pour le moment, l'entraîneur Casoni est toujours en poste"

Le président du MC Oran, Tayeb Mahiaoui, a indiqué mardi que rien n'a été encore décidé à propos de l'avenir de l'entraîneur français, Bernard Casoni, qui ne fait plus l'unanimité au sein de ce club de Ligue 1 de football.

"Pour le moment, Casoni est toujours en poste.

Je ne peux donc me prononcer sur ce qui va se passer dans un avenir proche", a déclaré Mahiaoui à l'APS.

Recruté en septembre dernier, le technicien français est déjà contesté par des membres du conseil d'administration de la formation phare de la capitale de l'Ouest.

Certains d'entre eux, plaident carrément pour son limogeage.

Mais Mahiaoui, qui était le seul partisan de l'engagement de l'ex-coach du MC Alger, a souligné qu'il préférerait "pour le moment temporiser".

Il compte d'ailleurs évoquer le sujet de l'avenir de son entraîneur lors de la prochaine réunion du conseil d'administration prévue "au cours de cette semaine".

Le même responsable a fait savoir, en outre, que si la direction du club décidait de mettre un terme à l'aventure de l'ancien défenseur international français avec les "Hamraoua", elle serait dans l'obligation de lui verser "deux mensualités en guise d'indemnités, comme le stipule le contrat liant les deux parties".

Percevant un salaire avoisinant

les 17.000 euros, Casoni, qui se trouve actuellement bloqué en France où il s'était rendu il y a quelques jours, a fait, jusque-là, l'objet de critiques acerbes de la part des supporters oranais, et même des dirigeants et de l'entourage proche du président du club.

Certes, la formation d'El Bahia est toujours invaincue après six journées de championnat (deux victoires et quatre nuls), mais les copies rendues par l'équipe n'ont pas convaincu les partisans du départ de Casoni, auquel ils reprochent également ses choix des joueurs alignés lors des précédentes rencontres, commentent-ils dans les milieux des "hamraoua".

ELECTION DE LA CAF Le Sénégalais Augustin Senghor confiant dans la validation de sa candidature

Le président de la Fédération sénégalaise de football (FSF), Augustin Senghor, s'est dit, dimanche, "très confiant" dans la validation de sa candidature à la présidence de la Confédération africaine de football (CAF).

"Je suis très confiant", a répondu Augustin Senghor à la radio RFM à une question sur l'acceptation de sa candidature par les Commissions compétentes, le 12 janvier.

En plus de Me Augustin Senghor, trois autres personnalités africaines

ont annoncé leur candidature, le président de la Fédération mauritanienne de football, Ahmad Yahya, celui des Mamelodi Sundowns, Patrice Motsepe et l'ancien président de la Fédération ivoirienne de football (FIF), Jacques Anouma.

Parlant de sa candidature, Senghor soutient qu'elle vient à son heure, soulignant avoir tout connu au niveau de la FIFA et surtout à la Confédération africaine de football (CAF) dont il est membre du Comité exécutif depuis janvier

2018. "Et les gens peuvent témoigner des progrès que nous avons aussi faits à la tête du football", a-t-il dit indiquant que la CAF qui est à la croisée des chemins, a besoin d'un homme d'expérience à sa tête.

"Et aussi, j'ai noué des relations de confiance avec des présidents de Fédérations qui m'apprécient bien", a-t-il ajouté, assurant être prêt à relever le défi.

À l'image des grandes instances comme la FIFA, la crise à la CAF peut permettre d'aller de l'avant, selon le pré-

sident de la FSF, estimant qu'"on ne peut plus faire l'économie d'un certain nombre de réformes et de renouvellements dans le sens des textes, des statuts et du management".

Au sujet du président sortant, le Malgache Ahmad, dont la candidature n'a pas été acceptée par le Comité éthique de la FIFA, Me Augustin Senghor informe que ce dernier a interjeté appel de cette décision.

Le président de la FSF rappelle avoir travaillé avec Ahmad en "toute loyauté".

WATZKE PRÉVIENT HÅLAND

Recruté par le Borussia Dortmund en janvier 2020, l'attaquant Erling Braut Håland (20 ans) affiche des statistiques complètement ahurissantes depuis un an avec 33 buts marqués en 33 matchs toutes compétitions confondues. Alors qu'un départ l'été prochain est de plus en plus pressenti, le directeur général du BvB, Hans-Joachim Watzke, tente de trouver les bons mots pour convaincre le Norvégien de rester au moins une saison de plus, malgré les performances décevantes de son club, seulement 4e de Bundesliga.



LIVERPOOL ABANDONNE LA PISTE SKRINIAR

Le défenseur central de l'Inter Milan serait beaucoup trop cher pour les Reds de Liverpool.

Un temps annoncé dans le viseur de Liverpool pour pallier les absences longue durée de Virgil van Dijk et Joe Gomez en défense central, Milan Skriniar ne devrait finalement pas rejoindre les Reds cet hiver. Depuis le passage à trois défenseurs d'Antonio Conte, le Slovaque a très clairement perdu sa place de titulaire à l'Inter Milan. Cette saison, il ne compte que 9 petites apparitions en Serie A. Les Nerazzurri ne seraient pas contre un départ du stoppeur de 25 ans lors du prochain mercato, mais ils réclament la bagatelle de 60 millions d'euros. Une somme colossale qui aurait refroidi les ardeurs de Jürgen Klopp à en croire les informations du site Calciomercato. Liverpool hésite encore à recruter ou non un défenseur central en janvier, mais la récente rechute de Joël Matip pourrait convaincre le leader de Premier League de passer à la caisse. Plusieurs noms circulent déjà comme la révélation de Schalke 04, Ozan Kabak, ou encore le Lillois, Sven Botman.

FERGUSON ENCENSE RASHFORD

Des performances intéressantes sur le rectangle vert, une bataille de tous les instants pour les nécessaires hors du terrain...

Marcus Rashford (23 ans, 26 matchs et 15 buts toutes compétitions cette saison) a gagné le respect de Sir Alex Ferguson. La légende vivante de Manchester United n'a pas manqué d'encenser le jeune attaquant anglais pour tout ce qu'il entreprend. "Il est arrivé chez nous à 9 ans et a toujours été un bon gamin. Son comportement, sa capacité à changer les choses, il a ça en lui. Il est issu de la classe ouvrière et sait à quoi cette vie ressemble. Tous les footballeurs ne passent pas leur temps à acheter des voitures. Il y a un gros pourcentage avec un grand cœur. Les acteurs du football ne sont pas forcément oisifs", a souligné l'ex-manager des Red Devils pour le Daily Mail.



ARSENAL : LES FANS RECLAMENT LE RETOUR DE GUENDOUZI

Étincelant depuis son prêt au Hertha Berlin en octobre 2020, les performances de Mattéo Guendouzi ne passent pas inaperçues. Pour les supporters d'Arsenal, le milieu français doit revenir dans les rangs des Gunners. Se quitter pour mieux se retrouver ? Entre Mikel Arteta et Mattéo Guendouzi, le courant est mal passé du côté d'Arsenal. Le caractère du milieu de terrain français n'a pas plu au coach des Gunners, qui a préféré l'envoyer en prêt loin des terrains de l'Emirates Stadium.

LA JUVE SONGE À QUAGLIARELLA

En quête d'un quatrième attaquant, la Juve étudie la piste Fabio Quagliarella. L'attaquant pourrait revenir à la Juve sept ans après son départ !

Ce n'est pour le moment qu'une piste parmi d'autres. Mais il ne faut pas la prendre à la légère. A la recherche d'un quatrième attaquant pour renforcer son effectif, la Juventus pourrait se tourner vers Fabio Quagliarella. L'international italien a déjà porté le maillot de la Juve entre 2010 et 2014, jouant 102 matchs et faisant trembler les filets 32 fois. Il a d'ailleurs côtoyé Pirlo au sein de club turinois et les deux hommes s'apprécient. On a même pu les voir échanger quelques mots avant la rencontre entre la Juventus et la Sampdoria le 20 septembre dernier.

Malgré son âge avancé, il fêtera d'ailleurs ses 38 ans le 31 janvier prochain. Quagliarella est toujours en forme. Cette saison, avec la Sampdoria, il a inscrit 7 buts en 13 matches de Serie A.

Mais la Juventus a également un œil sur Graziano Pellè (35 ans) et qui présente l'avantage d'être libre de tout contrat. Pellè était engagé jusqu'à la fin de l'année 2020 avec le club chinois de Shandong Luneng et tout comme Quagliarella, il est toujours en forme : le 19 décembre dernier, il a remporté la Coupe de Chine en inscrivant l'un des deux buts de son équipe en finale.



Pas de départ prévu pour Agüero

Sergio Agüero, l'attaquant de Manchester City, ne devrait pas quitter les Citizens durant le mercato hivernal 2021. Bien au contraire.

Alors que Pep Guardiola a déclaré Sergio Agüero « irremplaçable », l'international argentin ne devrait pas quitter Manchester City avant la fin de son contrat au moins. Et ce, même si les Citizens envisagent déjà sa succession par la recherche active d'un attaquant. A l'image d'Harry Kane qui pourrait faire l'objet d'une offre de 100 millions d'euros.

En attendant, le joueur se remet tranquillement de sa blessure au genou par des petits bouts de matches. Selon le magazine France-Football ce mardi, plutôt qu'un départ en fin de saison, Sergio Agüero (32 ans) pourrait même imiter un certain Ferdinandinho et prolonger une saison de plus l'été prochain. Les supporters d'Independiente, club où a débuté l'attaquant argentin, pourraient donc devoir attendre un an de plus le retour de l'enfant prodige.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

PRÉSIDENTE

Le président Tebboune préside une réunion du Haut Conseil de Sécurité

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, lundi, une réunion du Haut Conseil de Sécurité consacrée à l'évaluation de la situation générale, notamment politique et économique, ainsi que des derniers développements dans l'environnement régional direct et international, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Après avoir donné la parole aux membres du Haut Conseil de Sécurité sur les points inscrits à l'ordre du jour, le Président de la République a instruit la prise de toutes les mesures nécessaires à l'effet du soutien d'une forte impulsion économique, notamment après la stagnation induite par la Covid-19 et la chute des prix du pétrole, et la mise en place d'un Plan d'encouragement et d'incitation en direction des producteurs en associant les secteurs, privé et public",



précise la même source. A Tebboune a salué les efforts déployés pour "la préservation de la stabilité générale dans un environnement régional tendu et très complexe". En conclusion, le président de la République "a insisté sur le maintien de la vigilance à tous les niveaux afin de permettre à l'Algérie d'enclencher les étapes importantes à venir en adéquation avec les défis de l'année 2021, à la lumière des développements inédits survenus récemment dans la région, et particulièrement dans l'espace régional voisin", conclut le communiqué.

COMMUNICATION-MÉDIAS

Belhimer : "les résultats des réformes globales se manifesteront en temps voulu"

Le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Amar Belhimer a affirmé lundi que les résultats des réformes globales engagées par le Gouvernement sur orientations du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune "se manifesteront en temps voulu", précisant que la majorité des promesses faites par le Président Tebboune ont été "honorées".

"Les résultats de ce que nous accomplissons aujourd'hui sur orientations du Président Tebboune se manifesteront en temps voulu. Le premier jalon des réformes globales, qui l'eut crû, a été posé en temps de crise sanitaire due à la pandémie de coronavirus", a déclaré M. Belhimer qui répondait, dans un entretien accordé à l'Agence de presse du Moyen-Orient (MENA), à une question sur les prochaines étapes de l'édification de l'Algérie nouvelle, notamment suite à la révision de la Constitution. "L'intérêt accordé aux PME et aux startups ainsi que l'implication de la société civile, une idée que nul n'aurait cru possible, en temps de crise du coronavirus, démontre à tout un chacun que cette démarche était judicieuse", a-t-il souligné.

"L'édification de l'Algérie nouvelle est le projet de tous les Algériens, et en dépit des conditions vécues par l'Algérie en 2020 la majorité des promesses faites par le Président Abdelmadjid Tebboune ont été honorées", a-t-il précisé, rappelant que le chef de l'Etat avait "promis d'opérer des réformes profondes, de rétablir la confiance aux citoyens, de changer le mode de gouvernance et de gestion des entreprises et d'aplanir les obstacles qui empêchent les citoyens de contribuer à la construction de l'économie". Affirmant, dans le même cadre, que les campagnes médiatiques qui ciblent l'Algérie "ne sont pas chose nouvelle", le porte-parole du Gouvernement a indiqué que "les instigateurs de ces campagnes insidieuses sont des ennemis jurés et notoires, embarrassés par l'attachement de l'Algérie à des principes immuables, en dépit des mutations sur l'échiquier politique mondial". "Mon pays soutient les peuples épris de liberté, appuie les questions justes et ne se soumet à aucun marchandage", a-t-il martelé, soulignant que "le peuple a donné une leçon à ces parties, en rejetant l'ingérence dans les affaires internes de l'Algérie et est sorti, à plus d'une occasion, pour prouver son amour et son appartenance à sa chère patrie". "Le retour sur la scène internationale de l'Algérie qui joue son rôle naturel dans la région a fait avorter les plans de pays dont l'objectif est de spolier les richesses naturelles des peuples

de la région, en semant la fitna entre les enfants d'un même peuple, en suscitant des conflits, et en faisant répandre le terrorisme sur leurs territoires", a-t-il dit, en avançant pour preuve les plans dévoilés et mis en échec récemment par l'Armée nationale populaire (ANP).

Des parties rendront des comptes devant l'opinion publique après assainissement du secteur de l'information

M. Belhimer a, par ailleurs, nié les assertions au sujet des restrictions imposées à la pratique journalistique en Algérie, confiant, à ce titre, que "si les textes réglementaires reconsidérant le métier de l'information professionnelle constituent pour certains des contraintes, c'est que bien des parties profitant de la rente publicitaire et des pluri-médias ourdisaient des plans suspects".

Elles se sont retrouvées, de fait, "coincées et rendront compte devant l'opinion publique une fois le domaine de l'information est assaini des pratiques malsaines maintenant qu'il a été procédé à la promulgation de textes réglementaires et à la révision de nombre d'aspects d'ordre structurel", a-t-il souligné. Et de rappeler que certains "font une fixation sur la détention des journalistes alors qu'il s'agit d'affaires de justice", assurant que "personne n'a été détenu pour avoir exprimé son avis en sa qualité de journaliste". Dans un autre registre, le porte-parole du gouvernement a affirmé que les autorités algériennes ont fait preuve d'une transparence totale s'agissant de la contamination du Président Tebboune au coronavirus, sans que les rumeurs ne cessent pour autant.

L'action dans la transparence et la clarté était un engagement pris par le candidat Tebboune, et l'a "si bien appliquée en annonçant sa contamination au coronavirus", a-t-il dit, estimant que "le peuple algérien est loin de croire des rumeurs dont nous connaissons la source et les auteurs qui tendent, comme à l'accoutumée, à déstabiliser le pays".

Une fois le Président Tebboune "apparu, sur voie de la guérison et dès qu'il a prononcé son discours précis à l'adresse de parties à l'intérieur et à l'extérieur du pays, les bouches qui ont osé remettre en cause les informations publiées par des canaux officiels se sont tues". Le voici aujourd'hui "regagner le pays en bonne santé, y aurait-il une réponse plus convaincante pour que les auteurs des rumeurs prennent toute la mesure que leur produit avarié ne saura trouver de preneur sur la terre des martyrs", s'est-il exclamé. Abor-

nant les efforts déployés par l'Algérie pour maîtriser la crise sanitaire mondiale induite par la propagation du Coronavirus, M. Belhimer a soutenu que "l'Algérie a remporté la bataille de maîtrise des foyers de propagation. La guerre contre le virus se poursuit jusqu'à une sortie définitive de cette conjoncture difficile".

Pour M. Belhimer, l'Algérie dispose d'expériences lui permettant de surpasser les épreuves et les difficultés économiques. "Caractère social de l'Etat oblige, l'Algérie n'a pas abandonné les catégories vulnérables, au moment où le monde entier a été impacté par les répercussions de la pandémie sur l'économie". Par ailleurs, le ministre de la Communication a évoqué les relations algéro-égyptiennes, les qualifiant de "relations historiques arabes profondes qui ont vu, à toutes les étapes, leur niveau se hisser, reflétant ainsi le poids des deux pays dans les régions arabe et africaine". M. Belhimer a rappelé que la coopération médiatique algéro-égyptienne dans le domaine de la radio et de la télévision est établie à la faveur de l'accord conclu en 2014 entre les deux pays au Caire dans le cadre de la Commission de partenariat, ratifié en 2016. Ce accord qui se veut la première pierre de la coopération médiatique directe entre les deux pays, ouvre la voie à une plateforme de coopération entre les professionnels dans les différents domaines de télévision et de la radio, a rappelé M. Belhimer.

La coopération médiatique entre les institutions médiatiques des deux pays se concrétise également à travers l'Union de radiodiffusion des Etats arabes (ASBU), au sein duquel, l'Egypte et l'Algérie sont des membres actifs, a-t-il encore rappelé. Concernant la production cinématographique et les raisons de l'absence de la fiction algérienne des écrans arabes, M. Belhimer dira que "les œuvres télévisuelles algériennes existent", estimant que le produit algérien "évolue, d'autant qu'il connaît ces derniers temps, un grand essor à la faveur de l'émergence de chaînes de télévision privées". La télévision publique dispose également, poursuit le ministre, d'une expérience distinguée dans ce domaine et a réalisé plusieurs œuvres dont nous nous enorgueillissons. A ce propos, le ministre s'est interrogé sur le refus par les chaînes arabes de diffuser les produits algériens, estimant que "la diffusion de la production algérienne sur les chaînes arabes, est à même de faciliter la vulgarisation du dialecte algérien" et que le temps était venu pour intensifier l'action arabe commune en la matière.

ALGÉRIE-TUNISIE

M. Djerad s'entretient au téléphone avec le chef du gouvernement tunisien

Le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad, s'est entretenu lundi au téléphone avec le chef du gouvernement tunisien, M. Hichem Mechichi, indique un communiqué des services du Premier ministre. "M. le Premier ministre et le chef du gouvernement tunisien ont exprimé leur satisfaction quant à la qualité des liens de fraternité, de solidarité et de coopération qui existent entre les deux pays ainsi que leur volonté commune d'œuvrer pour leur renforcement et leur consolidation continue", souligne le communiqué.

Selon la même source, "les échanges entre les deux parties ont permis de passer en revue l'état des relations bilatérales et les opportunités de coopération algéro-tunisienne, dans la perspective de l'organisation des échéances que les deux pays préparent, notamment la grande Commission mixte de coopération".

"Lors de cet entretien téléphonique, M. le Premier ministre a félicité le chef du gouvernement tunisien pour l'accession de la Tunisie à la présidence du Conseil de sécurité des Nations Unies pour le mois courant", ajoute-t-on.

Les deux parties ont procédé, lors de cet entretien, à "un échange de vues sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun en relevant, avec satisfaction, la concordance des vues des deux pays sur la situation dans la région et en réaffirmant leur attachement à la poursuite et au renforcement de la concertation bilatérale sur l'ensemble des ces questions".

"Au terme de l'entretien, M. le Premier ministre a invité le chef du gouvernement tunisien à effectuer une visite en Algérie", conclut le communiqué.

ATTAQUES TERRORISTES AU NIGER L'Algérie condamne "avec force" les attaques terroristes perpétrées à l'ouest du Niger

L'Algérie condamne "avec force" des attaques terroristes ayant ciblé, samedi, deux localités dans l'ouest du Niger, en exprimant sa solidarité avec le gouvernement et le peuple nigériens, indique lundi un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

"L'Algérie condamne avec force les attaques terroristes sanglantes qui ont ciblé les localités de Tchombangou et Zaroumdareye dans la région ouest de la République du Niger, faisant de nombreux morts et blessés parmi les civils sans défense", indique le communiqué.

L'Algérie "présente, en ces douloureuses circonstances, ses vives condoléances aux familles endeuillées et réitère sa solidarité pleine et entière avec le gouvernement et le peuple frère du Niger", et "demeure convaincue que ce pays voisin saura faire face, dans l'unité de son vaillant peuple, aux défis immenses qu'impose ce fléau abject". Par ailleurs,

"l'Algérie réitère son engagement indéfectible à soutenir les efforts internationaux et régionaux visant à éradiquer le terrorisme", conclut le communiqué. Cent personnes ont été tuées samedi dans les attaques de ces deux villages de l'ouest du Niger, selon le maire de la commune dont ils relèvent. Distantes l'une de l'autre de 7 kilomètres, ces deux localités sont situées à 120 kilomètres au nord de la capitale Niamey, dans la région de Tillabéri, frontalière du Mali et du Burkina. Selon le même responsable, 70 personnes ont été tuées à Tchombangou et 30 autres à Zaroumdareye. Vingt cinq personnes ont été également blessées lors de cette opération terroriste organisée le jour même de la proclamation des résultats de la présidentielle, donnant largement en tête (39,33%) le candidat du parti au pouvoir Mohamed Bazoum, ancien ministre de l'Intérieur qui a promis de renforcer la lutte contre les groupes terroristes.

JUSTICE

Corruption: placement en détention provisoire de l'ancienne ministre Djamilia Tamazirt pour une nouvelle affaire

Le juge d'instruction au Pôle pénal spécialisé dans la lutte contre le crime financier et économique près le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a ordonné, lundi, le placement de l'ancienne ministre de l'Industrie, Djamilia Tamazirt en détention provisoire dans une nouvelle affaire de corruption. Actuellement en détention provisoire, l'ancienne ministre est accusée, dans cette nouvelle affaire, de "détournement de deniers publics et octroi d'indus avantages au groupe industriel Amenhyd". La chambre d'accusation près la Cour d'Alger avait ordonné, le 8 décembre 2020, le placement en détention provisoire de Djamilia Tamazirt poursuivie pour corruption.